

Tables de l'année 2012

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs I à V	
Table alphabétique des matières	VI à XXVII
Table chronologique de la jurisprudence	XXVIII à XXX

Nous rappelons à nos lecteurs que ces tables figurent sur Internet en téléchargement libre ainsi que diverses autres en complément ; ces documents sont disponibles sur le site <http://sites.google.com/site/droitouvrier> qui comprend également de nombreux articles

Par ailleurs les pages « Publications juridiques » de la rubrique « Kiosque » du site cgt.fr contiennent également des informations complémentaires.

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

ADAM Patrice

- L'article L. 1154-1 du Code du travail, texte sans envers ni revers !
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 février 2012 370

AUBIN Éric

- « Hommage à Francis Saramito » 163

AUGIER Bernard

- Les conditions d'exercice de son mandat par un représentant du personnel durant un arrêt maladie, au regard des règles de Sécurité sociale
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2010 281

BARADEL Stéphanie

- L'encadrement prétoire des dispositifs de géolocalisation des salariés ou le « contrôleur contrôlé »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011 153
- Durée et charge de travail : objectifs et limites de l'exigence de rentabilité 190

BAUMGARTEN Christophe

- L'expert-comptable du comité d'entreprise et l'analyse des rémunérations
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2012 647

BÉRAUD Jean-Marc

- Représentativité syndicale : pondération des critères et transparence financière (Rapport)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 février 2012 315

BIED-CHARRETON Marie-France

- Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE)
Cour de cassation, trois arrêts 24 octobre 2012 745

BIZOT Nathalie

- Rupture de période d'essai en raison de l'état de santé : dommages et intérêts ou nullité
Première espèce : Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 7 juin 2011 366
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé – Département) 13 juillet 2011 368

BOD Leïla

- La nullité du licenciement consécutif à une activité syndicale et à une grève
Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie Département) 7 novembre 2011 231
- L'appréciation du caractère raisonnable de la période d'essai
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2012 508

BONNECHÈRE Michèle

- « Hommage à Francis Saramito » 165
- Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ? 175
- Licenciement du travailleur étranger « sans papiers » : une jurisprudence inacceptable du « salariat bridé »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 736
- La protection du droit fondamental du salarié à la santé : réintégration – indemnisation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012 802

BORIE Jean-Louis

- Nullité de la rupture conventionnelle participant à la restructuration de l'entreprise
Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. B) 11 janvier 2012 566

BOUAZIZ Paul (avec Isabelle Goulet)

- Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011 243

(avec Émilie Million-Rousseau)

- Harcèlement moral : l'établissement des allégations du salarié et la présomption de harcèlement
Cour d'appel de Versailles (19^e ch.) 28 novembre 2011 291

(avec Nicolas Collet-Thiry)

- Travail du dimanche et pouvoir de direction de l'employeur
Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement) 27 février 2012 510

BOULMIER Daniel

- Chronique de procédure prud'homale..... **62-64, 465-467**
- La force probante du constat d'huissier avec la loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010 **168**
- Le référé sur la santé/sécurité : l'espoir de demain **590**
- Exécution provisoire de plein droit : imparfaite résurrection d'une ordonnance de conciliation assasinée
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 septembre 2012..... **753**

BOUSSARD-VERRECCHIA Emmanuelle (avec Xavier Petrachi)

- Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification (à propos de CA Toulouse, 21 septembre 2011, Airbus)..... **1**

BRAUN Anne

- Réquisition des grévistes : recommandation musclée de l'OIT..... **250**

CAMAJI Laure

- L'annulation du rachat de cotisations prescrites confrontée au principe d'intangibilité des prestations liquidées
Tribunal des affaires de Sécurité sociale du Morbihan 12 septembre 2011 **7**
- Chroniques jurisprudentielles de droit de la protection sociale **611-616**

CANUT Florence

- Sanction d'une clause de non-concurrence excessive : vers une évolution de la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2011 **12**
- La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012, P+B)..... **757**

CAO Paul

- L'indemnisation du non-respect par l'employeur de l'obligation de contrôler la charge de travail du salarié
Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie - Départage) 15 mai 2012 **727**

CGT

- Arrêt Vivéo : la position de la CGT **278**

CHARBONNEAU Alexandre

- Le CHSCT : une institution en attente de réforme **583**

COHEN Maurice

- Quand le racisme indignes les magistrats (à propos des affaires Hôtel Negresco et Casino Restauration)..... **324**
Cour d'appel de Montpellier 9 décembre 2009 (extraits)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2011
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2012
- Sanction des pressions patronales sur un comité d'entreprise par le biais d'un « sondage » auprès du personnel
Cour d'appel d'Angers 17 avril 2012..... **642**

COLLET-THIRY Nicolas

- Travail du dimanche et pouvoir de direction de l'employeur
Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement) 27 février 2012..... **510**
- Le préavis de prise d'acte : le risque disproportionné encouru par le salarié usant de son droit de provoquer une rupture immédiate **625**

COLLINS Hugh

- La flexibilité, réponse du Royaume-Uni à la crise..... **124**

CORREIA Mario

- Restructuration et gestion des contraintes : l'augmentation des jonctions paradoxales..... **406**

DARVES-BORNOZ Paul

- Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical **523**
Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 14 mars 2011
Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 25 octobre 2011
Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. - référé) 31 août 2011
Cour d'appel de Reims (Ch. Civ. 1^{ère} sect.) 3 janvier 2012
- Les pouvoirs du bureau de conciliation pour désigner des conseillers rapporteurs et recadrer la charge de la preuve dans l'ordre de communication des pièces **654**
Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 15 mai 2012
Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation-Départage) 29 mai 2012

DÉCHOZ Jacques (avec Sophie Geynet-Bourgeon)

- Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexions sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011) **329**

DESRUES Michel

- La résistance du contrat de travail au pouvoir de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 2011 **444**

DIOH Adrien

- L'impact de la crise économique sur la législation du travail : l'exemple des pays africains de la zone franc..... **142**

DOCKÈS Emmanuel (avec Alexandre Fabre)

- Les résistances du droit du travail français face à la crise..... **78**

DUMOULIN François

- De la nécessité d'intégrer un plan de reclassement au PSE dans le cadre de départs « volontaires »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012..... **601**

DURAND Thierry

- Contournement du droit disciplinaire : une manœuvre dangereuse de l'Assemblée plénière
Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012..... **362**
- Le juge prud'homal des référés, à saisir d'urgence..... **533**
- Déplacement international lié au travail et refus fautif du salarié
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012..... **655**
- Les indemnités du harcèlement et du non-respect de l'obligation de prévention
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012 **658**
- Travailleur mis à disposition : un « étranger » à l'entreprise privé de droit constitutionnel à participation
Tribunal d'instance de Paris (1^{er} arrdt) 2 février 2012 **660**
- La réduction de l'horaire de nuit et de la rémunération peut relever du pouvoir de direction
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2012 **660**
- La dispense de préavis ne peut modifier des avantages, même en présence de clauses contractuelles contraires
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012..... **667**
- La prise d'acte de la rupture a un effet immédiat (perte des indemnités de prévoyance)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 **669**
- Prise d'acte de la rupture par un représentant du personnel et refus antérieur de l'autorisation administrative
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012..... **712**
- Décision des IRP et articulation de l'intervention du CE et du CHSCT
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 et 10 janvier 2012..... **716**
- Accident de trajet et droit au congé
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012..... **720**

ESTEVEZ Michel

- Les limites à la surveillance des représentants du personnel dans l'exercice de leur mission (loi du 6 janvier 1978)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2012..... 806

FABRE Alexandre (avec Emmanuel Dockès)

- Les résistances du droit du travail français face à la crise..... 78

FABRE-MAGNAN Muriel

- Le forçage du consentement du salarié 459

FAIVRE-PICON Michel

- Délai de refus par l'employeur du congé de formation d'un membre du CHSCT
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 février 2012 598

FERRER Anaïs

- La licéité de la reprise de la grève interrompue durant un même préavis (service public)
Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Civ. 4^e – sect. A) 3 mai 2011..... 234
- Licéité de préavis de grève déposés pour des motifs identiques
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012..... 563
- Inexécution fautive du contrat et altération du consentement du salarié en matière de rupture conventionnelle
Conseil de prud'hommes de Chalon-sur-Saône (Commerce) 25 avril 2012..... 670

GAHDOUN Pierre-Yves

- Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel 621-624, 673-677

GARDIN Alexia

- Retour sur le droit à mutation géographique pour raisons familiales
Cour d'appel d'Aix-en-Provence 8 septembre 2011 227
- La décision de retrait de l'enfant par le particulier employeur d'un(e) assistant(e) maternel(le) : quelles limites au particularisme ? 332
- Le contrôle de la validité des clauses de résidence : la Cour de cassation veille.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012 502

GEYNET-BOURGEON Sophie (avec Jacques Déchoz)

- Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexion sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011) 329

GINON Anne-Sophie

- Chroniques jurisprudentielles du droit de la protection sociale 740-744, 807-809

GOULET Isabelle (avec Paul Bouaziz)

- Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011 243

GRÉVY Manuela

- Chroniques de droit administratif du travail 512-521

GRUMBACH Tiennot

- L'incidence sur l'emploi de l'organisation et de la réorganisation des groupes 393

GUAMAN HERNANDEZ Adoración (avec Olivier Leclerc)

- Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique 116

GUICHAOUA Hervé

- Emploi illégal des salariés étrangers : ambiguïtés et insuffisance de la loi du 16 juin 2011 340
- La fraude à la prestation de services et au détachement de salariés sur le territoire français : panorama de la jurisprudence française 543
- La mise en cause du donneur d'ordre et du maître d'ouvrage au service de la lutte contre le travail illégal 763

GUIOMARD Frédéric

- Chroniques jurisprudentielles du droit de la protection sociale 616-620, 678-686

GÜNEL Sultan

- Contreparties aux temps d'habillage et de déshabillage : la curieuse frilosité du juge judiciaire
Cour de cassation (Ass. Plén.) 18 novembre 2011 236

HAMOUDI Karim

- Transfert d'un établissement distinct (au sens des CE) et salariés protégés
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 373

HÉAS Franck

- Le rôle des partenaires sociaux en matière de régulation de la pénibilité 348

HENRY Michel

- « Hommage à Francis Saramito » 166
- À propos de l'arrêt Vivéo : faisons un rêve 629
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012

HOLLE Dominique

- Le rôle des délégués du personnel lors du fractionnement du congé payé
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 48

JACOBY Nadia

- Restructurations : un regard d'économiste 387

JACQUEMET Gilbert

- L'attitude déloyale de l'employeur dans le choix de la date d'une négociation préélectorale
Tribunal d'instance de Sélestat 8 juillet 2011 55

KAPP Thomas

- Le mystérieux salarié qui apporte son « aide à l'employeur pour la gestion de la santé et de la sécurité au travail » 253

KELLER LYON-CAEN Marianne

- Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l'action syndicale au bénéfice des salariés 471
Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.) 24 novembre 2011

LACOSTE-MARY Valérie (avec Philippe Martin)

- Chroniques jurisprudentielles de droit social européen 304-312, 378-384

LANQUETIN Marie-Thérèse

- Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe 687
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012

LARDY-PÉLISSIER Bernadette

- Le transfert d'entreprise 398

LAULOM Sylvaine

- Les dangereuses évolutions du droit social dans une Europe en crise 99
- Le droit européen des restructurations 420

IV

LAUNAY Laurent de

- Adaptation des effectifs et licenciements économiques 413

LECLERC Olivier (avec Adoración Guaman-Hernandez)

- Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique 116

LEDUC Jean-Pierre

- SMIC et rémunération des temps de pause : la Chambre sociale et la Chambre criminelle sont bien d'accord
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 mars 2012 453

LEGRAND Pierre-François

- Licenciement pour motif économique et responsabilité des groupes de sociétés 433

LEROY Yann

- De l'importance du plan de sauvegarde de l'emploi..... 427

LOKIEC Pascal

- Propos introductifs « Les réactions du droit du travail à la crise » 67
- La déconnexion du temps de travail et de la rémunération.. 207

LYON-CAEN Antoine

- Éternelle crise..... 68
- Le forfait en jours ou les épices du pluralisme..... 171

MANSOUR Jamila

- Négociation annuelle obligatoire : les syndicats doivent disposer de l'ensemble des informations sur les rémunérations
Tribunal de grande instance de Paris 29 mai 2012..... 789

MARIÉ Romain

- Rappel méthodologique sur l'art et la manière de déterminer la propriété de l'invention du salarié
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011..... 50

MARTIN Philippe (avec Valérie Lacoste-Mary)

- Chroniques jurisprudentielles de droit social européen 304-312, 378-384

MASANOVIC Pierre (avec Stéphanie Baradel)

- L'encadrement prétorien des dispositifs de géolocalisation des salariés ou le « contrôleur contrôlé »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011 153

MAZARS Marie-France

- La charge de travail en questions – Synthèse 224

MAZIÈRES Arnaud

- L'action syndicale en justice pour encadrer l'évaluation des salariés
Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. 1^{ère} sect.) 21 septembre 2011..... 45
- Les conditions requises pour une décision syndicale de désaffiliation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mai 2011 60
- La conséquence du refus par certains salariés de leur transfert conventionnel
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011 239
- Transfert conventionnel de contrats de travail et recevabilité de l'action en justice des institutions représentatives du personnel
Cour d'appel de Paris (P. 6 – 2^e ch.) 5 janvier 2012
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011..... 608
- Décision des IRP et articulations de l'intervention du CE et du CHSCT
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 et 10 janvier 2012..... 716

MÉDEAU Xavier

- Restructurations parallèles et consultation loyale du comité d'entreprise
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 25 mai 2012 793

MÉNARD Claudy

- La visioconférence : une entrave au fonctionnement collectif des séances du comité d'entreprise
Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2011 151
- Jusqu'où l'obligation de discrétion d'un membre du comité d'entreprise ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mars 2012 649

MEYRAT Isabelle

- L'arrêt Carrefour du 27 juin 2012 : petite contribution au rayonnement de l'exigence d'égalité de traitement
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 724

MILET Laurent

- L'indépendance de gestion des comités d'entreprise : entre liberté réaffirmée et nécessité de transparence financière
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2012 774

MILLION-ROUSSEAU Émilie (avec Paul Bouaziz)

- Harcèlement moral : l'établissement des allégations du salarié et la présomption de harcèlement
Cour d'appel de Versailles (19^e ch.) 28 novembre 2011 291

MOREAU Marie-Ange

- Les réactions du droit du travail à la crise – Conclusions 148

MORIN Marie-Laure

- Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? 694
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012

NADALET Sylvain

- Le droit italien du travail à l'épreuve de la crise : entre « mesures tampon » et déréglementation à outrance..... 104

NICOD Cécile

- Le principe d'égalité et l'accès aux moyens attribués à la section syndicale
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011..... 56

ODOUL-ASOREY Isabel

- Les réactions de la négociation collective à la crise..... 90

OLIVIER Arnaud

- L'indemnisation des salariés victimes de la contamination par l'amiante
Cour d'appel de Paris (P. 6 – 8^e ch.) 1^{er} décembre 2011 294

OMARJEE Ismaël

- La réaction du droit du travail européen face à la crise 95

PASQUIER Thomas

- La négociation collective en temps de crise : l'exemple des accords Fiat..... 112

PESKINE Elsa (avec Jérôme Porta, Tatiana Sachs, Cyril Wolmark)

- Protection et efficacité économique : un couple dans la crise... 69

PETIT Franck

- Qui est habilité à négocier le protocole d'accord préélectoral ? 356

PETRACHI Xavier (avec Emmanuelle Boussard-Verrecchia)

- Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification (à propos de CA Toulouse, 21 septembre 2011, Airbus)..... 1

POIRIER Mireille

- Une nouvelle pierre à l'édifice de la protection du droit d'agir en justice
Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 7 février 2012..... 448
- Les tâches afférentes aux examens universitaires : tout travail mérite salaire 636

PONTIF Valérie

- Discrimination à l'embauche : l'absence de définition préalable des exigences requises pour occuper un emploi
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2011..... 559

PORIN Cédric

- Les représentants du personnel face à une décision illégale de l'employeur : les moyens de réaction adéquats
Cour d'appel de Paris (P. 6 – 1^{ère} ch.) 25 octobre 2010
Tribunal de grande instance de Nanterre 7 janvier 2011 35

PORTA Jérôme (avec Elsa Peskine, Tatiana Sachs, Cyril Wolmark)

- Protection et efficacité économique : un couple dans la crise... 69

RADÉ Christophe

- L'obligation de sécurité du salarié..... 578

RECHOULET Philippe

- Réintégration d'un travailleur handicapé, licencié pour un motif discriminatoire
Cour d'appel d'Orléans 15 novembre 2011..... 287

RÉMY Patrick

- Le droit du travail allemand face à la « crise » : un « modèle » pour le droit français ?..... 133

RENNES Pascal

- L'emprise marginale du droit sur les questions d'unité ou de division du syndicalisme 20
- Représentativité syndicale : pondération des critères et transparence financière
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 février 2012 321
- La condition de double majorité du protocole préélectoral
Tribunal d'instance de Villejuif 25 novembre 2011..... 446
- La recevabilité d'une demande en référé pourtant rejetée par un bureau de conciliation
Cour d'appel de Versailles (6^e ch. – référé) 1^{er} mars 2011.... 554

RIANDEY Paul

- Une nouvelle pierre à l'encadrement des systèmes d'alerte professionnelle
Cour d'appel de Caen (référé) 23 septembre 2011 157
- La fixation unilatérale des objectifs en matière de rémunération..... 213

RICHEVAUX Marc

- Les instruments de travail nécessaires à l'activité professionnelle (ordinateur) sont insaisissables
Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 28 juin 2012 668

ROBIN-OLIVIER Sophie (avec Pascal Lokiec)

- Propos introductifs « Les réactions du droit du travail à la crise » 67

SACHS Tatiana (avec Elsa Peskine, Jérôme Porta, Cyril Wolmark)

- Protection et efficacité économique : un couple dans la crise... 69

SALTZMANN Christophe

- De l'application du principe de spécialité catégorielle dans les élections professionnelles 27
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011
- Égalité de traitement, une jurisprudence en quête de pertinence
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2012 504

SECUNDA Paul

- Le droit des États-Unis et la crise 147

SMAÏLI Mohamed-Najib

- L'indemnité forfaitaire contenue dans un accord transactionnel ne fait pas obstacle au paiement d'une indemnité contractuelle de licenciement
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012 733

SPIRE Rachel

- La sanction de ruptures conventionnelles conclues en fraude à la procédure des licenciements collectifs
Cour d'appel de Lyon (Ch. C) 2 décembre 2011 375

STRUILLOU Yves

- Conformité à la Constitution du délai dont dispose l'employeur pour notifier le licenciement d'un représentant du personnel
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2012..... 257

TAURAN Thierry

- Résumés d'arrêtés récents de la Cour de cassation 3-4
de couverture (dans chaque numéro du « Droit Ouvrier »)

THIBAUT Bernard

- « Hommage à Francis Saramito » 163

TOURNAUX Sébastien

- L'intensité de l'obligation de sécurité de l'employeur : un traitement aux effets mal mesurés..... 571

WAQUET Philippe

- Quelques souvenirs sur les conditions dans lesquelles la jurisprudence sur les licenciements économiques s'est édifiée 86

WOLMARK Cyril (avec Elsa Peskine, Jérôme Porta, Tatiana Sachs)

- Protection et efficacité économique : un couple dans la crise... 69

WURTZ Emmanuelle

- Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative (Rapport)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012..... 706

Table alphabétique des matières*

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

ACCIDENT DE TRAJET

Congés payés – Conditions d'ouverture des droits – Période de référence – Absence assimilée à du temps de travail effectif – Accident de trajet (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012	719
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme.....	720

RÉPARATION

Faute inexcusable de l'employeur – Faute pénale non intentionnelle – Dissociation des deux fautes – Portée	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 15 mars 2012	616
Relaxe de l'employeur – Autorité du pénal – Étendue – Relaxe – Accident du travail – Faute inexcusable de l'employeur – Faute en lien de causalité avec le dommage	
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 16 février 2012	618
Note Frédéric Guimard , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	619
Faute inexcusable – Action de la victime – Limites – 1 ^o Acceptation de l'offre d'indemnisation du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (deux espèces) – 2 ^o Régime spécial – Marins (première espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 22 septembre 2011	678
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 6 octobre 2011	679
Note Frédéric Guimard , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	680

Faute inexcusable – Réparation du préjudice – Étendue – Préjudices non couverts par l'article L. 452-3 du Code de la Sécurité sociale – Dommages non couverts par le livre IV du Code de la Sécurité sociale – 1 ^o Détermination – Préjudice sexuel et déficit fonctionnel temporaire – 2 ^o Réparation versée directement par la Caisse (oui) (deux espèces)	
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 4 avril 2012	681
Quatrième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 4 avril 2012	683
Note Frédéric Guimard , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	683

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL (voir Temps de travail)

ASSURANCES SOCIALES

AFFILIATION

Professions industrielles et commerciales – Affiliation – Conditions – Exercice effectif par l'assuré d'une activité professionnelle comportant inscription au Registre du commerce et des sociétés – Capacité de l'assuré d'exercer le commerce (non)	
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 20 janvier 2012	742
Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	742

Assujettissement – Ministre des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses – Conditions – Pension de vieillesse – Périodes d'assurance – Détermination	
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 20 janvier 2012	743
Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	744

ASSURANCES MALADIE ET MATERNITÉ

Indemnités journalières – Suppression – Infraction au règlement des malades – Activité non autorisée – Exercice d'un mandat de représentant du personnel	
Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 9 décembre 2010	281
Note Bernard Augier , Président du Conseil de prud'hommes de Lyon, membre du Conseil supérieur de la Prud'homie.....	281
Bénéficiaires – Enfant étranger à la charge effective et permanente de l'assuré	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 10 novembre 2011	740
Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	741
Frais de transport – Modification des conditions de prise en charge pour les bénéficiaires du régime d'affections de longue durée (ALD)	
Conseil d'État (1^{ère}/6^e srr) 27 juillet 2012	807
Maladie – Frais de transport – Remboursement – Transport en voiture de petite remise – Exclusion	
Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 10 mai 2012	808
Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	809

ASSURANCE VIEILLESSE

Doctrine : L'annulation du rachat de cotisations prescrites confrontée au principe d'intangibilité des prestations liquidées , par Laure Camaji , Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux.....	7
Annexe : Assurance Vieillesse – Pension – Contestation du montant par la Caisse – Contestation d'attestations de périodes travaillées – Demande en répétition d'indu – Condition – Intangibilité des pensions liquidées – Exception – Fraude	
Tribunal des affaires de Sécurité sociale du Morbihan 12 septembre 2011	10

Caisse – Obligation de renseigner – Relevé de situation individuelle – Périodes pour lesquelles des droits ont été constitués par le versement de cotisations – Majoration pour enfants (non)	
Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 16 février 2012	611
Note Laure Camaji , Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux.....	612

Professions industrielles et commerciales – Affiliation – Conditions – Exercice effectif par l'assuré d'une activité professionnelle comportant inscription au Registre du commerce et des sociétés – Capacité de l'assuré d'exercer le commerce (non)	
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 20 janvier 2012	742
Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	742

* Les auteurs des notes de jurisprudence dont la qualité n'est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du Droit Ouvrier ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

Assujettissement – Ministre des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses – Conditions – Pension de vieillesse – Périodes d'assurance – Détermination	
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e)	
20 janvier 2012	743
Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	744

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Discrimination (directive 200/78) – Régime de retraite complémentaire – Bénéfice des prestations – Union de même sexe – Incidence	
Cour de justice de l'Union européenne 10 mai 2011	378
Note Philippe Martin , Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV.....	379
Doctrines : Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe (à propos de Cass. Soc. 6 juin 2012, AGIRC) , par Marie-Thérèse Lanquetin , Chercheur, IRERP, Université Paris-Ouest La Défense.....	687
Égalité de traitement – Discrimination à raison du sexe – Discrimination indirecte – Affiliation à un régime de retraite complémentaire – Justification – Comparaison avec des classifications voisines exclues (non) – Équilibre général du régime (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012	692

CHÔMAGE

Doctrines : Le forçage du consentement du salarié , par Muriel Fabre-Magnan , Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne.....	459
Pôle emploi – Obligation d'information des demandeurs d'emploi – Portée	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 février 2012	614
Note Laure Camaji , Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux.....	615
Rémunération – Dettes – Saisie des biens – Limites – Instruments de travail nécessaires à l'exercice personnel de l'activité professionnelle – Ordinateur – Salarié privé d'emploi – Bien utilisé pour la recherche d'emploi – Caractère saisissable (non)	
Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 28 juin 2012	668
Note Marc Richevaux , Maître de conférences, Université du Littoral.....	668

CLAUSE DE NON-CONCURRENCE (voir Contrat de travail – Clauses spéciales)

COMITÉS D'ENTREPRISE (voir aussi Élections professionnelles)

ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

Contrat de travail – Exécution – Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1 ^o Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2 ^o Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui)	
Syndicat professionnel – Action en justice – 1 ^o Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2 ^o Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation	

Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. sect. 1) 21 septembre 2011	39
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise,.....	45

Contrat de travail – Exécution – Dispositif de dénonciation anonyme de salariés («alerte professionnelle») – Licéité – Conditions – 1^o Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2^o Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation

Cour d'appel de Caen (3^e ch. sect. soc.) 23 septembre 2011	157
Note Paul Riandey , Avocat au Barreau d'Orléans.....	159

Protection des représentants du personnel – Mise à la retraite – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Information

Conseil d'État 26 octobre 2011	518
Note Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne.....	518

Doctrines : **Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical**, par **Paul Darvez-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy.....

.....	523
Licenciement pour motif économique – Licenciements collectifs – Consultation du comité d'entreprise – Examen du motif économique – Défaut de cause économique rejaillissant sur la procédure de licenciement – Nullité de la procédure	

Quatrième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ. 1^{ère} sect.) 3 janvier 2012	532
---	------------

1^o Attributions économiques – Plan de rattrapage de la production – Consultation du personnel par l'employeur – Pression illicite sur le comité – Dommage et intérêts – 2^o Ordre du jour – Élaboration unilatérale – Caractère subsidiaire – Nécessité de recherche d'une rédaction conjointe

Cour d'appel d'Angers (Référé) 17 avril 2012	642
Note Maurice Cohen , Docteur en droit, Directeur de la Revue pratique de droit social.....	645

Examen annuel des comptes – Expert-comptable – Mission – 1^o Étude des charges du personnel et du système de rémunérations – Communication des éléments au format électronique – 2^o Analyse de la situation comparée des hommes et des femmes au sein de l'entreprise – Conditions

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2012	646
Note Christophe Baumgarten , Avocat au Barreau de Bobigny.....	647
Membres – Obligation de discrétion – Transmission d'une information déformée à la presse – Manquement (oui) – Sanction disciplinaire (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mars 2012	649
Note Claudy Ménard , Formateur syndical.....	650

Consultation – Problèmes généraux intéressants les conditions de travail – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de régularité de la consultation (oui) (deux espèces)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012	715
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme et Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise,.....	716

Doctrines : **L'indépendance de gestion des comités d'entreprise : entre liberté réaffirmée et nécessité de transparence financière**, par **Laurent Milet**, Professeur associé, Université Paris-Sud – Faculté Jean Monnet – Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social.....

.....	774
Subvention de fonctionnement – Utilisation – Limites – Dépenses liées aux attributions économiques du comité – Actions de formation et abonnements de presse sans lien avec ces attributions	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2012	785

Licenciement pour motif économique – 1° Licenciement collectif – Consultation du comité d'entreprise – Dissociation par l'employeur de projets de restructuration – Manquement à l'information du comité – 2° Société détenue par un fonds d'investissement – Motif économique et périmètre de reclassement appréciés au niveau du groupe – 3° Reclassement – Offre d'emploi – Notion – Offre soumise à accord final de l'employeur – Validité (non) – 4° Ordre des licenciements – Critères – Qualités professionnelles – Évaluation – Nécessité	
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 25 mai 2012.....	793
Note Xavier Médeau , Avocat au Barreau des Ardennes.....	800

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS

1° Attributions économiques – Plan de rattrapage de la production – Consultation du personnel par l'employeur – Pression illicite sur le comité – Dommage et intérêts – 2° Ordre du jour – Élaboration unilatérale – Caractère subsidiaire – Nécessité de recherche d'une rédaction conjointe	
Cour d'appel d'Angers (référé) 17 avril 2012.....	642
Note Maurice Cohen , Docteur en droit, Directeur de la Revue pratique de droit social.....	645

Consultation – Problèmes généraux intéressants les conditions de travail – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de régularité de la consultation (oui) (deux espèces) CHSCT – Fonctionnement – Expression d'un avis – Forme – Délibération collective (non) – Recueil d'opinions individuelles de ses membres – Régularité (non) (deuxième espèce)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012.....	715
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme et Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise,.....	716

EXPERTS

MOYENS DE FONCTIONNEMENT - SUBVENTIONS

Doctrine : L'indépendance de gestion des comités d'entreprise : entre liberté réaffirmée et nécessité de transparence financière , par Laurent Milet , Professeur associé, Université Paris-Sud – Faculté Jean Monnet – Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social.....	774
Subvention de fonctionnement – Utilisation – Limites – Dépenses liées aux attributions économiques du comité – Actions de formation et abonnements de presse sans lien avec ces attributions	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2012.....	785

COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT

Protection des représentants du personnel – Transfert d'entreprise – Caractère partiel – Notion – Établissement distinct au sens des comités d'établissement	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011.....	373
Note Karim Hamoudi , Avocat au Barreau de Paris.....	373
Établissement distinct – Critères – Autonomie de gestion	
Tribunal administratif de Versailles 6 juin 2011.....	512
Note Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne.....	513

REPRÉSENTANT SYNDICAL AU C.E.

Entreprises de plus de 300 salariés – Représentant syndical – Désignation – Condition – Pluralité d'élus – 1° Égalité et liberté syndicale – Conformité (oui) – 2° Application immédiate de la loi – Dispositions transitoires	
Conseil constitutionnel, décision n° 2011-216 QPC 3 février 2012.....	673
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP.....	673

Doctrine : **Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du**

représentant syndical au CE) , par Marie-France Bied-CHARRENTON , Avocate au Barreau de Paris.....	745
Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprises de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus au CE (trois espèces) – Atteinte à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) (non) (première espèce) – Accord collectif – Abaissement du seuil du nombre d'élus (non) (deuxième espèce) – Saisine du juge – Nécessité (oui) (troisième espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012.....	750
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012.....	751
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012.....	751

ACTION EN JUSTICE

Expert – Désignation – Modalités – Employeur public ayant la qualité de pouvoir adjudicateur – Hôpital public – Soumission du CHSCT aux règles de la commande publique (ord. 2005-649) (oui) – Activité relevant du décret 2005-1542 (non)	
Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2° ch.) 5 janvier 2012.....	603
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011.....	607
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise,.....	608

COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

ATTRIBUTIONS

Doctrine : Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification , par Emmanuelle Boussard-Verrecchia , Avocate au Barreau de Versailles et Xavier Petrachi , Délégué syndical central CGT Airbus.....	1
---	----------

Contrat de travail – Exécution – Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1° Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2° Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui) – Syndicat professionnel – Action en justice – 1° Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2° Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation	
Cour d'appel de Toulouse (4° ch. sect. 1) 21 septembre 2011.....	39
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise,.....	45

Contrat de travail – Exécution – Dispositif de dénonciation anonyme de salariés (« alerte professionnelle ») – Licéité – Conditions – 1° Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2° Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation	
Cour d'appel de Caen (3° ch. sect. soc.) 23 septembre 2011.....	157
Note Paul Riandey , Avocat au Barreau d'Orléans 159	

Doctrine : Le CHSCT : une institution en attente de réforme ? , par Alexandre Charbonneau , Maître de conférences, Université de Bordeaux-I.....	583
--	------------

Doctrine : Le référé sur la santé-sécurité : l'espoir de demain , par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine.....	590
Comité d'entreprise – Attributions économiques – Consultation – Problèmes généraux intéressant les conditions de travail – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de	

régularité de la consultation (oui) (deux espèces) CHSCT – Fonctionnement – Expression d'un avis – Forme – Délibération collective (non) – Recueil d'opinions individuelles de ses membres – Régularité (non) (deuxième espèce)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2011	715
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme et Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise.....	716

Aménagement important – Modification de l'horaire collectif – Consultation préalable – Défaut – Trouble manifestement illicite Comité d'entreprise – Attributions économiques – Modification de l'horaire collectif – Information- consultation – Consultation du CHSCT inachevée – Trouble manifestement illicite	
Tribunal de grande instance de Metz (référé) 14 août 2012	786
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine.....	787

EXPERTS

Projet important – Expert – Détection de la toxicomanie chez les conducteurs – Projet patronal de test de dépistage par l'encadrement (première espèce)	
Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 1^{ère} ch.) 25 octobre 2010	35
Note Cédric Porin , Avocat au Barreau de Marseille.....	38
Expertise – Risque grave – Contestation judiciaire de l'employeur – 1 ^o Caractère tardif de l'expédition de la lettre de mission par l'expert – Absence de délai légal – 2 ^o Moyens propres d'analyse fournis par l'entreprise – Caractère indifférent.	
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 5 janvier 2012	283
Expert – Désignation – Modalités – Employeur public ayant la qualité de pouvoir adjudicateur – Soumission du CHSCT aux règles de la commande publique (ord. 2005-649) (oui) – Activité relevant du décret 2005-1542 (non)	
Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 5 janvier 2012	603
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011	607
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise.....	608

MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Formation des membres – Refus du congé par l'employeur – Refus exprimé hors délai – Effet	
Conseil de prud'hommes – Procédure au fond en la forme des référés – Congé de formation d'un représentant du personnel	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 février 2012	598
Note Michel Favre-Picon , Secrétaire de l'Union régionale CGT Franche-Comté.....	598

CONGÉS PARTICULIERS

Contrat de travail – Exécution – Congé parental d'éducation – Expiration – Reprise d'emploi – Manquement de l'employeur – Trouble manifestement illicite – Condamnation sous astreinte à proposer un emploi similaire à celui occupé précédemment	
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 12 janvier 2012	556
CHSCT – Formation des membres – Refus du congé par l'employeur – Refus exprimé hors délai – Effet	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 février 2012	598
Note Michel Favre-Picon , Secrétaire de l'Union régionale CGT Franche-Comté.....	598

CONGÉS PAYÉS

Fractionnement – Fermeture de l'entreprise – Condition – Avis des délégués du personnel – Forme	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011	48
Note Dominique Holle , DLAJ, Union départementale CGY du Puy-de-Dôme.....	49

Temps de travail – Aménagement - Directive 2003/88/CE – Droit au congé annuel payé – Extinction du droit au congé annuel payé non pris pour cause de maladie à l'expiration du délai prévu par la réglementation nationale	
Cour de justice de l'Union européenne (Grande chambre) 22 novembre 2011	304
Note Valérie Lacoste-Mary , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux.....	306

Conditions d'ouverture de droits – Période de référence – Absence assimilée à du temps de travail effectif – Accident de trajet (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012	719
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme.....	720

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Protection des représentants du personnel – Mandat extérieur à l'entreprise – Information de l'employeur – Nécessité – À défaut, atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle	
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-242 QPC, 14 mai 2012	621
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP.....	622

Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général	
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012	623
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP.....	623

Comité d'entreprise – Entreprises de plus de 300 salariés – Représentant syndical – Désignation – Condition – Pluralité d'élus – 1 ^o Égalité et liberté syndicale – Conformité (oui) – 2 ^o Application immédiate de la loi – Dispositions transitoires	
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-216 QPC, 3 février 2012	673
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP.....	673

Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Conséquence – Différence de traitement – Salariés de moins de 2 ans d'ancienneté – Caractère objectif et rationnel – Atteinte à l'égalité (non)	
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-232 QPC, 13 avril 2012	674
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP.....	675

Grève – Transport aérien – Loi du 19 mars 2012 – Instauration de préavis individuels avant la cessation et la reprise du travail – Champ d'application limité aux salariés exerçant personnellement certaines missions – Préservation de l'ordre public	
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-650 DC, 15 mars 2012	676
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP.....	676

CONSEILS DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Suspicion légitime – Renvoi – Demande verbale devant le bureau de jugement – Ordonnance d'irrecevabilité – Appel nullité – Nullité de l'ordonnance prud'homale – Renvoi devant la Cour d'appel (359 CPC)	
Cour d'appel de Rouen 12 avril 2011	62
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2.....	62

COMPÉTENCE

Contrat de travail – Invention du salarié – Appropriation par l'employeur – Conditions – Direction – Existence d'une mission inventive – Recherche – Office du juge	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011	50
Note Romain Marié , Maître de conférences, Université Nancy-2, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes.....	51
 Doctrines : Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011 , par Paul Bouaziz et Isabelle Goulet , Avocats au Barreau de Paris.....	243
Annexe : Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Contrôle du juge judiciaire – Indemnisation (oui) – Contestation de la validité de la rupture (non) (trois espèces)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011	248
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011	248
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011	249
 Hygiène et sécurité – Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Responsabilité contractuelle – Amiante – Préjudice économique (non) – Cessation anticipée d'activité (article 41 loi n° 98-1194) – Préjudice d'anxiété (oui) – Préjudice résultant du bouleversement dans les conditions d'existence (oui) – Prise en charge par l'AGS	
Conseil de prud'hommes – Compétence – Altération de la santé en lien avec le travail	
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 8^e ch.) 1^{er} décembre 2011	294
Note Arnaud Olivier , Avocat au Barreau de Paris.....	298
 Doctrines : Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexions sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011) , par Jacques Déchoz , Inspecteur du travail et Sophie Geynet-Bourgeon , Avocate au Barreau de Grenoble.....	329
 Doctrines : Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l'action syndicale au bénéfice des salariés , par Marianne Keller Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	471
Annexe : Tribunaux – Compétence – Action syndicale devant le TGI – Nullité des accords d'entreprise – Respect du SMIC – Régularisation de la situation de l'ensemble des salariés	
 Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.) 24 novembre 2011	499
 Conseil de prud'hommes – Compétence – Remboursement d'avances faites par l'employeur	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012	719
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme.....	720
 PROCÉDURE	
Procédure prud'homale , par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine, co-auteur du Lamy Prud'hommes	
Assistance et représentation – Employeur constitué sous forme associative – Représentation par le directeur général – Assistance par un avocat – Recevabilité (oui)	
Cour d'appel de Rouen 12 avril 2011	62

Doctrines : **La force probante du constat d'huissier après la loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010**, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine.....

168

Procédure prud'homale , par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine, co-auteur du Lamy Prud'hommes	
Péremption – Diligences ordonnées par la juridiction – Accomplissement partiel dans le délai de deux ans – Péremption d'instance (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012	455
Assistance et représentation – Cour d'appel – Délégué d'une organisation syndicale par ailleurs conseiller prud'homme – Impartialité de la juridiction (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2012	456

Bureau de conciliation

Pouvoirs (deux espèces) – Désignation de conseillers rapporteurs (première espèce) – Licenciement pour faute grave – Charge de preuve reposant sur l'employeur – Inversion du calendrier de communication des pièces (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 15 mai 2012	652
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation – Départage) 29 mai 2012	654
Note Paul Darves-Bornoz , Avocat au Barreau d'Annecy.....	654

Compétence – Contredit – Bureau de conciliation – Pouvoirs	
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 6 septembre 2012 721	721
Note	724

Doctrines : Exécution provisoire de plein droit : imparfaite résurrection d'une ordonnance de conciliation assassinée , Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine	753
Motif légitime d'absence (non) – Représentation par un avocat (oui) – Violation manifeste du principe du contradictoire (oui) – Caractéristiques des conséquences manifestement excessives (non) – Arrêt de l'exécution provisoire de droit (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 septembre 2012	756

Référé prud'homal

Contrat de travail – Manquement aux règles de sécurité – Réaction de l'employeur – Changement d'affectation – Caractère disciplinaire de la mesure (non) – Trouble manifestement illicite (non)	
Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012	362
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme.....	362
 Doctrines : Le juge prud'homal des référés, à saisir d'urgence ! , par Thierry Durand , Conseiller prud'homme..	533

Objet de la demande – Demande antérieurement rejetée par le bureau de conciliation – Recevabilité (oui)	
Cour d'appel de Versailles (référé – 6^e ch.) 1^{er} mars 2011	554
Note Pascal Rennes , Directeur du Travail honoraire.....	554
Contrat de travail – Exécution – Congé parental d'éducation – Expiration – Reprise d'emploi – Manquement de l'employeur – Trouble manifestement illicite – Condamnation sous astreinte à proposer un emploi similaire à celui occupé précédemment	
Conseil de prud'hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Obligation de faire – Proposition d'un poste conforme aux exigences légales – Astreinte provisoire	
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 12 janvier 2012	556

Conseil de prud'hommes – Procédure au fond en la forme des référés – Congé de formation d'un représentant du personnel	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 février 2012	598
Note Michel Favre-Picon , Secrétaire de l'Union régionale CGT Franche-Comté	598

CONTRATS AIDÉS

Doctrines : **Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR)**, par **Marie-Laure Morin**, ancien Conseiller à la Cour de cassation..... 694

Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Désignation d'un RSS – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012..... 704

CONTRAT DE TRAVAIL (voir aussi Statuts particuliers)

DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL

Doctrines : **Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical**, par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Anney..... 523

Paiement des salaires – Identification du débiteur – Défaut de paiement par l'employeur nominal – Mise en cause de la société actionnaire – Qualité de co-employeur relevant des juges du fond – Mesure conservatoire en référé ordonnant le paiement solidaire des salaires

Troisième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. – Référé) 31 août 2011..... 531

EXÉCUTION DU CONTRAT

Doctrines : **Système d'évaluation et critère comportementaux : vers une clarification**, par **Emmanuelle Boussard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Versailles et **Xavier Petrachi**, Délégué syndical central CGT Airbus..... 1

Contrat de travail – Surveillance des salariés – Géolocalisation – Dispositif visant à contrôler le temps de travail – Champ excédant les normes informatiques et libertés – Action en justice de fédérations syndicales et d'un comité d'établissement – Interdiction de mise en service du dispositif (deuxième espèce)

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2° ch.) 7 janvier 2011..... 36

Note **Cédric Porin**, Avocat au Barreau de Marseille..... 38

Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1° Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2° Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui)

Syndicat professionnel – Action en justice – 1° Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2° Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation

Cour d'appel de Toulouse (4° ch. sect. 1) 21 septembre 2011..... 39

Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... 45

Invention du salarié – Appropriation par l'employeur – Conditions – Direction – Existence d'une mission inventive – Recherche – Office du juge

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011..... 50

Note **Romain Marié**, Maître de conférences, Université Nancy-2, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes..... 51

Dispositif de géolocalisation des véhicules – Contrôle du temps de travail – Licéité – Conditions – 1° Contrôle ne pouvant être effectué par un autre moyen – 2° Salarié disposant d'une liberté dans l'organisation du travail – Contrôle du temps (non) – 3° Conformité aux finalités déclarées à la CNIL et portées à la connaissance des salariés

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011..... 153

Note **Stéphanie Baradel et Pierre Masanovic**, Avocats au Barreau de Lyon..... 154

Dispositif de dénonciation anonyme de salariés (« alerte professionnelle ») – Licéité – Conditions – 1° Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2° Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation

Cour d'appel de Caen (3° ch. sect. soc.) 23 septembre 2011..... 157

Note **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans..... 159

Demande de mutation géographique en raison de contraintes familiales – Refus de l'employeur – Licéité (non) – Raisons familiales impérieuses – Libre choix du domicile – Bonne foi contractuelle

Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9° ch. C) 8 septembre 2011..... 227

Note **Alexia Gardin**, Maître de conférences, Université de Lorraine..... 227

Manquement aux règles de sécurité – Réaction de l'employeur – Changement d'affectation – Caractère disciplinaire de la mesure (non) – Trouble manifestement illicite (non)

Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012..... 362

Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 362

Doctrines : **Le forçage du consentement du salarié**, par **Muriel Fabre-Magnan**, Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... 459

Clause de variation – Rémunération – Pouvoir de modification unilatéral – Licéité (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2011..... 504

Congé parental d'éducation – Expiration – Reprise d'emploi – Manquement de l'employeur – Trouble manifestement illicite – Condamnation sous astreinte à proposer un emploi similaire à celui occupé précédemment

Conseil de prud'hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Obligation de faire – Proposition d'un poste conforme aux exigences légales – Astreinte provisoire

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2° ch.) 12 janvier 2012..... 556

Doctrines : **L'intensité de l'obligation de sécurité de l'employeur : un traitement aux effets mal assurés**, par **Sébastien Tournaux**, Professeur, Université des Antilles et de la Guyane..... 571

Doctrines : **L'obligation de sécurité du salarié**, par **Christophe Radé**, Professeur, Faculté de droit de Bordeaux..... 578

Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général

Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012..... 623

Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP 623

Lieu de travail – Déplacement international – Mobilité relevant du cadre habituel de son activité – Refus du salarié – Faute
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012 655
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 656

CLAUSES SPÉCIALES

Doctrine : **Sanction d'une clause de non-concurrence excessive : vers une évolution de la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation ?**, par **Florence Canut**, Maître de conférences, Université Montpellier-III 12
 Annexe : Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Validité – CCN des VRP – Limites du secteur attribué – Clause contractuelle plus restrictive pour le salarié – Nullité (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2011 19

Doctrine : **La fixation unilatérale des objectifs en matière de rémunération**, par **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans 159

Doctrine : **Le forçage du consentement du salarié**, par **Muriel Fabre-Magnan**, Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne 459

Clause de résidence – Non-respect – Licenciement – Validité de la clause – Liberté de choix du domicile – Atteinte – Justification et proportionnalité
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012 502
 Note **Alexia Gardin**, Maître de conférences, Université de Lorraine 502

Licenciement – Préavis – Dispense d'exécution – Effets – Modification des avantages (non) – Clause contractuelle – Caractère indifférent
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012 667
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 667

MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Renonciation – Accord exprès du salarié – 1° Absence d'opposition du salarié – Effet – 2° Défaut – Voie de fait – Conséquence – Faits fautifs ultérieurs imputables au salarié – Portée
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 2011 444
 Note **Michel Desrues**, Défenseur syndical 444

Doctrine : **Le forçage du consentement du salarié**, par **Muriel Fabre-Magnan**, Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne 459

Travail le dimanche – Refus justifié du salarié (oui) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse
Conseil de prud'hommes de Paris (Section Encadrement) 27 février 2012 510
 Note **Paul Bouaziz et Nicolas Collet-Thiry**, Avocats au Barreau de Paris 511

Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général

Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012 623
 Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP 623

Modification des horaires de travail – Réduction de la part d'horaires de nuit – Perte de la majoration conventionnelle de rémunération – Modification du contrat (non) – Pouvoir de direction de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2012 659
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 660

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

Doctrine : **Sanction d'une clause de non-concurrence excessive : vers une évolution de la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation ?**, par **Florence Canut**, Maître de conférences, Université Montpellier-III 12
 Annexe : Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Validité – CCN des VRP – Limites du secteur attribué – Clause contractuelle plus restrictive pour le salarié – Nullité (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2011 19

Doctrine : **Les réactions de la négociation collective à la crise**, par **Isabel Odoul-Asorey**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense 90

Doctrine : **La négociation collective en temps de crise : l'exemple des accords Fiat**, par **Thomas Pasquier**, Maître de conférences, Université de Franche-Comté 112

Doctrine : **Le rôle des partenaires sociaux en matière de régulation de la pénibilité**, par **Franck Héas**, Maître de conférences, Université de Nantes 348

Doctrine : **Qui est habilité à négocier le protocole d'accord préélectoral ?**, par **Franck Petit**, Professeur, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, Doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion 356

Égalité de traitement – Conventions et accords collectifs – Avantages issus d'un accord collectif – Réserve à une catégorie du personnel – Justification par des raisons objectives et pertinentes
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2012 504
 Note **Christophe Saltzmann**, Éleve avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne 505

Période d'essai – Durée – Convention collective – Caractère raisonnable – Appréciation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2012 508
 Note **Leïla Bod**, Conseillère prud'homme 508

Transfert d'entreprise – Conditions – Changement de titulaire d'un marché de transport de personnes en zone aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Convention collective applicable – Détermination – Activité principale de l'entreprise – Transports routiers (non) – Entreprises d'assistance en escale (oui) – Salariés licenciés sans mise en œuvre du transfert – Reprise de la procédure ordonnée sous astreinte
 Tribunaux – Action en justice – Application de la convention collective – Transfert conventionnel des contrats de travail – Recevabilité de l'action – Comité d'entreprise (non) – Syndicat professionnel (oui)

Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2° ch.) 5 janvier 2012 603
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 608

Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général

Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012	623
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP	623

Doctrine : Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe (à propos de Cass. Soc. 6 juin 2012, AGIRC) , par Marie-Thérèse Lanquetin , Chercheur, IREP, Université Paris-Ouest La Défense	687
Égalité de traitement – Discrimination à raison du sexe – Discrimination indirecte – Affiliation à un régime de retraite complémentaire – Justification – Comparaison avec des classifications voisines exclues (non) – Équilibre général du régime (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012	692

Principe d'égalité de traitement – Atteinte devant être justifiée par une raison objective dont le juge contrôle la réalité et la pertinence – Prime réservée aux salariés d'un établissement – Transfert du risque économique sur les salariés – Licéité (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012	724
Note Isabelle Meyrat , Maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP	726

Doctrine : Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE) , par Marie-France Bied-Charreton , Avocate au Barreau de Paris	745
Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprises de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus au CE (trois espèces) – Atteinte à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) (non) (première espèce) – Accord collectif – Abaissement du seuil du nombre d'élus (non) (deuxième espèce) – Saisine du juge – Nécessité (oui) (troisième espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012	750
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012	751
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012	751

Doctrine : La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cass. Crim. 19 juin 2012, P+B) , par Florence Canut , Maître de conférences, Université Montpellier-III	757
Convention et accords collectifs – Convention collective de branche – Obligation de négociation dans l'entreprise avec les organisations syndicales en cas de modification de l'heure de fermeture d'un magasin – Non-respect de la convention par l'employeur – Sanctions pénales – Condition – Drogations à des dispositions législatives ou réglementaires (art. L. 2263-1 CT) – Caractère dérogoire des dispositions conventionnelles (non) – Entrave à l'exercice du droit syndical (non)	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012	761

Négociation annuelle obligatoire – Nature des informations préalables à fournir aux organisations syndicales – Salaires des cadres supérieurs décidés par la maison-mère à l'étranger – Obligations de communication	
Tribunal de grande instance de Paris (1^{ère} sect. – 4^e ch.) 29 mai 2012	789
Note Jamila Mansour , Conseillère confédérale CGT	792

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)

Congés payés – Fractionnement – Fermeture de l'entreprise – Condition – Avis des délégués du personnel – Forme	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011	48
Note Dominique Holle , DLAJ, Union départementale CGT du Puy-de-Dôme	49

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX (voir Syndicats professionnels)

DISCRIMINATIONS (voir aussi Égalité professionnelle)

Discrimination – Licenciement disciplinaire – Inconsistance des reproches – Prise en compte de l'activité syndicale – Exercice du droit de grève – Nullité de la rupture – Réintégration	
Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie – Département) 7 novembre 2011	230
Note Leïla Bod , Conseillère prud'homme	231

Discrimination – État de santé – Travailleur handicapé – Licenciement économique – Absence de recherche de reclassement en lien avec ses capacités – Nullité de la rupture – Réintégration	
Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 15 novembre 2011	287
Note Philippe Rechoulet , Conseiller prud'homme Bordeaux	290

Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile	
Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ...	307
Note Philippe Martin , Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV	307

Égalité de traitement – Discrimination liée à l'âge (directive 2000/78) – Mise à la retraite – Objectifs d'intérêt général – Structure d'âge équilibrée – Proportionnalité de la mesure – Appréciation – Office du juge national	
Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ...	309
Note Philippe Martin , Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV	310

Doctrine : Quand le racisme indignes les magistrats (à propos des affaires Hôtel Negresco et Casino Restauration) , par Maurice Cohen , Docteur en droit, Directeur de la Revue pratique de droit social	324
Première espèce : 1) Cour d'appel de Montpellier 9 décembre 2009 (extraits)	325
2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2011	327
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2012	327

Doctrine : Emploi illégal des salariés étrangers : ambiguïté et insuffisance de la loi du 16 juin 2011 , par Hervé Guichaoua , Directeur du travail	340
---	-----

Essai – Rupture – Motif discriminatoire – État de santé du salarié (deux espèces) – Octroi de dommages et intérêts (première espèce) – Nullité – Réintégration (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 7 juin 2011	366
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé – Département) 13 juillet 2011	367
Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres	368

Discrimination (directive 200/78) – Régime de retraite complémentaire – Bénéfice des prestations – Union de même sexe – Incidence	
Cour de justice de l'Union européenne 10 mai 2011	378
Note Philippe Martin , Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV	379

Discrimination – Discrimination à raison de l'origine – Embauche – Refus – Justification – Diplôme – Caractère pertinent (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2011	559
Note Valérie Pontif , Docteur en droit privé, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IREP)	559

Doctrine : Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe (à propos de Cass. Soc. 6 juin 2012, AGIRC) , par Marie-Thérèse Lanquetin , Chercheur, IREP, Université Paris-Ouest La Défense	687
--	-----

Égalité de traitement – Discrimination à raison du sexe – Discrimination indirecte – Affiliation à un régime de retraite complémentaire – Justification – Comparaison avec des classifications voisines exclues (non) – Équilibre général du régime (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012 692

DROIT COMPARÉ

Doctrine : **Les réactions du droit du travail à la crise**
Propos introductifs, par **Pascal Lokiec**, Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense et **Sophie Robin**, Professeur, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 67
Éternelle crise, par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense 68
Les dangereuses évolutions du droit social dans une Europe en crise, par **Sylvaine Laulom**, Professeur, Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, CERCRID (UMR 5137) 99
Le droit italien du travail à l'épreuve de la crise : entre « mesures tampon » et déréglementation à outrance, par **Sylvain Nadalet**, Maître de conférences, Université de Vérone 104
La négociation collective en temps de crise : l'exemple des accords Fiat, par **Thomas Pasquier**, Maître de conférences, Université de Franche-Comté 112
Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique, par **Adoración Guamán Hernández**, Profesora titular de derecho del trabajo, Universidad de València et **Olivier Leclerc**, Chargé de recherche, CNRS, Université de Lyon, CERCRID (UMR 5137), Université Jean-Monnet, Saint-Étienne 116
La flexibilité, réponse du Royaume-Uni à la crise, par **Hugh Collins**, London School of Economics 124
Le droit du travail allemand face à la « crise » : un « modèle » pour le droit français ?, par **Patrick Rémy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 133
L'impact de la crise économique sur la législation du travail : l'exemple des pays africains de la zone franc, par **Adrien Diah**, Enseignant-chercheur, UFR de sciences politiques et juridiques, Université Gaston-Berger, Saint-Louis, Sénégal 142
Le droit des États-Unis et la crise, par **Paul Secunda**, Professeur, Marquette University 147
Conclusion, par **Marie-Ange Moreau**, Professeur, Institut d'études du travail de Lyon, Université Lyon-2 148

DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir aussi Protection des représentants du personnel)

Droit administratif du travail – Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne
 Comité d'entreprise – Établissement distinct – Critères – Autonomie de gestion
Tribunal administratif de Versailles 6 juin 2011 512
 Protection des représentants du personnel – Licenciement – Procédure – Inspection du travail – Enquête contradictoire – Communication des documents – Droits de la défense
Conseil d'État 22 février 2011 514
 Protection des représentants du personnel – Licenciement – Autorisation – Référé-suspension
Tribunal administratif de Paris (Référé) 31 août 2010 516
 Protection des représentants du personnel – Mise à la retraite – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Information
Conseil d'État 26 octobre 2011 518
 Protection des représentants du personnel – Fonctionnaire – France Télécom – Mutation – Contrôle du juge
Conseil d'État 24 février 2011 519
Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative (Rapport sous Soc. 4 juillet 2012, Société Lahera Productions), par **Emmanuelle Wurtz**, Conseiller référendaire à la Cour de cassation 706

Protection des représentants du personnel – Prise d'acte de la rupture – Restriction d'aptitude – Poste non compatible – Décision antérieure de refus d'autorisation administrative de licenciement – Motivation – Caractère indifférent – Compétence judiciaire
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 711
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 712

DROIT DISCIPLINAIRE

Contrat de travail – Exécution – Manquement aux règles de sécurité – Réaction de l'employeur – Changement d'affectation – Caractère disciplinaire de la mesure (non) – Trouble manifestement illicite (non)
Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012 362
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 362
 Comité d'entreprise – Membres – Obligation de discrétion – Transmission d'une information déformée à la presse – Manquement (oui) – Sanction disciplinaire (oui)
 Discipline – Lettre de sanction – Signature – Qualité du signataire – Société par actions simplifiée – Direction – Délégation de pouvoir – Délégation écrite – Nécessité (non) – Caractère implicite
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mars 2012 649
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 650
 Travailleurs étrangers – Travailleur en situation irrégulière – Rupture du contrat de travail – Irrégularité constituant une cause objective – Exclusion de principe des dispositions relatives au licenciement – Exception – Employeur se plaçant sur un terrain disciplinaire
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 736
 Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Évy-Val d'Essonne 737

DROIT PENAL

Libertés et droits fondamentaux – Liberté d'expression – Syndicat professionnel – Limites – Sanctions – Licenciement (première espèce) – Condamnation pénale pour diffamation (deuxième espèce)
Première espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (Grande Chambre) 12 septembre 2011 380
Deuxième espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (5^e sect.) 6 octobre 2011 382
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux 383
 Faute inexcusable de l'employeur – Faute pénale non intentionnelle – Dissociation des deux fautes – Portée
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 15 mars 2012 616
 Relaxe de l'employeur – Autorité du pénal – Étendue – Relaxe – Accident du travail – Faute inexcusable de l'employeur – Faute en lien de causalité avec le dommage
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 16 février 2012 618
 Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) 619
 Doctrine : **La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cass. Crim. 19 juin 2012, P+B)**, par **Florence Canut**, Maître de conférences, Université Montpellier-III 757
 Convention et accords collectifs – Convention collective de branche – Obligation de négociation dans l'entreprise avec les organisations syndicales en cas de modification de l'heure de fermeture d'un magasin – Non-respect de la convention par l'employeur – Sanctions pénales – Condition – Dérogations à des dispositions législatives ou réglementaires (art. L. 2263-1 CT) – Caractère dérogatoire des dispositions conventionnelles (non) – Entrave à l'exercice du droit syndical (non)
Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012 753

DROIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

Les réactions du droit du travail européen face à la crise, par **Ismaël Omarjee**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Co-directeur du Centre d'études juridiques européennes et comparées (CEJEC, EA 2320)..... **95**

Doctrines : **Le forfait en jours ou les épices du pluralisme**, par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Directeur d'études, EHESS..... **171**

Doctrines : **Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ?**, par **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Evry-Val d'Essonne..... **175**

Doctrines : **Réquisition des grévistes : recommandation musclée de l'OIT**, par **Anne Braun**, Conseillère confédérale DLAJ, Docteur en droit..... **250**

Temps de travail – Aménagement - Directive 2003/88/CE – Droit au congé annuel payé – Extinction du droit au congé annuel payé non pris pour cause de maladie à l'expiration du délai prévu par la réglementation nationale

Cour de justice de l'Union européenne (Grande chambre) 22 novembre 2011..... **304**

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... **306**

Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile

Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... **307**

Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV..... **307**

Égalité de traitement – Discrimination liée à l'âge (directive 2000/78) – Mise à la retraite – Objectifs d'intérêt général – Structure d'âge équilibrée – Proportionnalité de la mesure – Appréciation – Office du juge national

Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... **309**

Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV..... **310**

Discrimination (directive 200/78) – Régime de retraite complémentaire – Bénéfice des prestations – Union de même sexe – Incidence

Cour de justice de l'Union européenne 10 mai 2011..... **378**

Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV..... **379**

Libertés et droits fondamentaux – Liberté d'expression – Syndicat professionnel – Limites – Sanctions – Licenciement (première espèce) – Condamnation pénale pour diffamation (deuxième espèce)

Première espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (Grande Chambre) 12 septembre 2011..... **380**

Deuxième espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (5^e sect.) 6 octobre 2011..... **382**

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... **383**

Doctrines : **Le droit européen des restructurations**, par **Sylvaine Laulom**, Professeur, Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, CERCRIID (UMR 5137)..... **420**

Doctrines : **Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe (à propos de Cass. Soc. 6 juin 2012, AGIRC)**, par **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheur, IREPP, Université Paris-Ouest La Défense..... **687**

Égalité de traitement – Discrimination à raison du sexe – Discrimination indirecte – Affiliation à un régime de retraite complémentaire – Justification – Comparaison avec des

classifications voisines exclues (non) – Équilibre général du régime (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012..... **692**

Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR), par **Marie-Laure Morin**, ancien Conseiller à la Cour de cassation..... **694**

Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012..... **704**

Doctrines : **Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE)**, par **Marie-France Bied-Charreton**, Avocate au Barreau de Paris..... **745**

Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprises de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus au CE (trois espèces) – Atteinte à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) (non) (première espèce) – Accord collectif – Abaissement du seuil du nombre d'élus (non) (deuxième espèce) – Saisine du juge – Nécessité (oui) (troisième espèce)

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)

24 octobre 2012..... **750**

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)

24 octobre 2012..... **751**

Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)

24 octobre 2012..... **751**

DURÉE DU TRAVAIL (voir Temps de travail)

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir aussi Discriminations)

Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile

Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... **307**

Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV..... **307**

Conventions et accords collectifs – Avantages issus d'un accord collectif – Réserve à une catégorie du personnel – Justification par des raisons objectives et pertinentes

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2012..... **504**

Note **Christophe Saltzman**, Élève avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... **505**

Attributions économiques – Examen annuel des comptes – Expert-comptable – Mission – 1^o Étude des charges du personnel et du système de rémunérations – Communication des éléments au format électronique – 2^o Analyse de la situation comparée des hommes et des femmes au sein de l'entreprise – Conditions

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2012..... **646**

Note **Christophe Baumgarten**, Avocat au Barreau de Bobigny..... **647**

Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Conséquence – Différence de traitement – Salariés de moins de 2 ans d'ancienneté – Caractère objectif et rationnel – Atteinte à l'égalité (non)

Conseil constitutionnel, décision n° 2012-232 QPC 13 avril 2012	674
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP.....	675

Principe d'égalité de traitement – Atteinte devant être justifiée par une raison objective dont le juge contrôle la réalité et la pertinence – Prime réservée aux salariés d'un établissement – Transfert du risque économique sur les salariés – Licéité (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012	724
Note Isabelle Meyrat , Maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP.....	726

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

CADRE DE L'ÉLECTION

Comité d'entreprise – Établissement distinct – Critères – Autonomie de gestion

Tribunal administratif de Versailles 6 juin 2011 Note Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne.....	512
---	------------

EFFECTIFS

Doctrine : **Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR)**, par **Marie-Laure Morin**, ancien Conseiller à la Cour de cassation.....

.....	694
Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012	704

ÉLECTORAT – ÉLIGIBILITÉ

Doctrine : **De l'application du principe de spécialité catégorielle dans les élections professionnelles**, par **Christophe Saltzmann**, Élève avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne.....

.....	27
Annexe : Elections professionnelles – Syndicat catégoriel (deux espèces) – Présentation des candidats – Statuts – Portée (première espèce) – Représentativité – Syndicat catégoriel autonome – Mesure de l'audience (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011	32
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011	33

Travailleurs mis à disposition – Délégation unique du personnel – Inéligibilité	
Tribunal d'instance de Paris (1^{er} arrdt.) 2 février 2012	660
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme.....	661

PROTOCOLE PRÉ-ÉLECTORAL - MODALITÉS

Négociation – Convocation – Choix dans la date manifestant une attitude déloyale de l'employeur – Annulation des élections	
Tribunal d'instance de Sélestat 8 juillet 2011	54
Note Gilbert Jacquemet , Défenseur syndical.....	55

Doctrine : Qui est habilité à négocier le protocole d'accord préélectoral ? , par Franck Petit , Professeur, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, Doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion.....	356
--	------------

Double majorité – Organisations signataires – Audience électorale mesurée sur les résultats des élections précédentes

– Seuil de 50 % non atteint – Annulation du protocole	
Tribunal d'instance de Villejuif 25 novembre 2011	446
Note Pascal Rennes , Directeur du Travail honoraire.....	448

EMBAUCHE ET ESSAI

Doctrine : **Quand le racisme indignes les magistrats (à propos des affaires *Hôtel Negresco* et *Casino Restauration*)**, par **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la *Revue pratique de droit social*.....

.....	324
Agressions physiques et verbales répétées émanant d'autres salariés – Affichage d'un tract raciste – Complicité passive de la direction – Manquement aux art. 1134 et 1147 C. civ. (première espèce) – Discrimination à l'embauche (deuxième espèce).	
Première espèce : 1) Cour d'appel de Montpellier 9 décembre 2009 (extraits)	325
2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2011	327
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2012	327

Période d'essai – Rupture – Motif discriminatoire – État de santé du salarié (deux espèces) – Octroi de dommages et intérêts (première espèce) – Nullité – Réintégration (deuxième espèce)

Première espèce : Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 7 juin 2011	366
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé – Départage) 13 juillet 2011	367
Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres.....	368

Période d'essai – Durée – Convention collective – Caractère raisonnable – Appréciation	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2012	508
Note Leïla Bod , Conseillère prud'homme.....	508

Discrimination – Discrimination à raison de l'origine – Embauche – Refus – Justification – Diplôme – Caractère pertinent (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2011	559
Note Valérie Pontif , Docteur en droit privé, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP).....	559

EMPLOI (voir aussi Licenciement pour motif économique)

Doctrine : **Protection et efficacité économique : un couple dans la crise**, par **Elsa Peskine** et **Jérôme Porta**, Maîtres de conférences, université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, **Tatiana Sachs**, Maître de conférences, Université Nancy-II, **Cyril Wolmark**, Professeur, Université Lyon-2.....

.....	69
Doctrine : Les résistances du droit du travail français face à la crise , par Emmanuel Dockès , Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Alexandre Fabre , Maître de conférences, Institut du travail, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne.....	78

Doctrine : Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique , par Adoración Guamán Hernández , Profesora titular de derecho del trabajo, Universidad de Valencia et Olivier Leclerc , Chargé de recherche, CNRS, Université de Lyon, CERCRIID (UMR 5137), Université Jean-Monnet, Saint-Étienne.....	116
---	------------

Doctrine : La flexibilité, réponse du Royaume-Uni à la crise , par Hugh Collins , London School of Economics.....	124
---	------------

EMPLOYEUR (voir Contrat de travail – Définition du rapport salarial ; voir Transfert d'entreprise)

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Hygiène et sécurité – Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Responsabilité contractuelle – Amiante –

Préjudice économique (non) – Cessation anticipée d'activité (article 41 loi n° 98-1194) – Préjudice d'anxiété (oui) – Préjudice résultant du bouleversement dans les conditions d'existence (oui) – Prise en charge par l'AGS
Conseil de prud'hommes – Compétence – Altération de la santé en lien avec le travail

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 8^e ch.) 1^{er} décembre 2011..... 294
Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris..... 298

Licenciement pour motif économique et responsabilité des groupes de sociétés, par **Pierre-François Legrand**, Doctorant, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne 433

Doctrine : **Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical**, par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 523

Annexe : Entreprise en difficulté – Cessation de paiement – Demande du débiteur d'être placé en liquidation judiciaire – Conditions non réunies – Caractère artificiel du passif échu – Dette intra-groupe – Défaut d'autonomie de la société par rapport au groupe – Rejet de la demande de liquidation judiciaire
Première espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 14 mars 2011 528

Entreprise en difficulté – Cessation de paiement – Demande de mise en liquidation par un tiers – Absence d'autonomie de la société par rapport au groupe – Preuve de cessation de paiement non rapportée – Refus de paiement des dettes par une société in bonis – Rejet de la demande de liquidation
Deuxième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 25 octobre 2011..... 530

Contrat de travail – Paiement des salaires – Identification du débiteur – Défaut de paiement par l'employeur nominal – Mise en cause de la société actionnaire – Qualité de co-employeur relevant des juges du fond – Mesure conservatoire en référé ordonnant le paiement solidaire des salaires

Troisième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. – Référé) 31 août 2011..... 531

ENTREPRISES PUBLIQUES

CHSCT – Expert – Désignation – Modalités – Employeur public ayant la qualité de pouvoir adjudicateur (ord. 2005-649) – Soumission du CHSCT aux règles de la commande publique (oui) – Activité relevant du décret 2005-1542 (non)
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011..... 607
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise,..... 608

ESSAI (voir Embauche et Essai)

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

Expert – Désignation – Modalités – Employeur public ayant la qualité de pouvoir adjudicateur – Hôpital public – Soumission du CHSCT aux règles de la commande publique (ord. 2005-649) (oui) – Activité relevant du décret 2005-1542 (non)

Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 5 janvier 2012..... 603

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011..... 607
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise,..... 608

Doctrine : **Les tâches afférentes aux examens universitaires : tout travail mérite salaire**, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV 636

FORMATION PROFESSIONNELLE

Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile
Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 307
Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS,

COMPTRASEC Université Bordeaux IV 307

GRÈVE

DÉCLENCHEMENT

Service public – Dépôt d'un préavis – Mouvement de grève interrompu puis repris durant un même préavis – Licéité (oui)
Cour d'appel de Bordeaux (4^e ch. civ. – sect. A) 3 mai 2011..... 232
Note **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale, DLAJ 234

Services publics – 1^o Préavis de grève – Dépôt simultané – Identité des motifs – Manquement à l'obligation de négocier (non) – 2^o Formalité de dépôt du préavis – Envoi en dehors des horaires de bureau – Licéité (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012..... 563
Note **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale, DLAJ 564

Grève – Transport aérien – Loi du 19 mars 2012 – Instauration de préavis individuels avant la cessation et la reprise du travail – Champ d'application limité aux salariés exerçant personnellement certaines missions – Préservation de l'ordre public
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-650 DC, 15 mars 2012, Loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports 676
Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP 676

PROTECTION

Discrimination – Licenciement disciplinaire – Inconsistance des reproches – Prise en compte de l'activité syndicale – Exercice du droit de grève – Nullité de la rupture – Réintégration
Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie – Département) 7 novembre 2011 230
Note **Leïla Bod**, Conseillère prud'homme 231

Licenciement – Faute lourde du salarié – Appréciation – Immobilisation de véhicules – Entraves à la liberté du travail (non) (deux espèces)
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2012..... 562
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 février 2012 562

RÉQUISITION – SERVICE MINIMUM

Doctrine : **Réquisition des grévistes : recommandation musclée de l'OIT**, par **Anne Braun**, Conseillère confédérale DLAJ, Docteur en droit 250

HARCÈLEMENT MORAL (voir aussi CHSCT)

Éléments faisant présumer l'existence d'un harcèlement – Témoignages et certificats médicaux – Portée – Preuve contraire à charge de l'employeur
Cour d'appel de Versailles (19^e ch.) 28 novembre 2011 .. 291
Note **Paul Bouaziz**, Avocat au Barreau de Paris et **Émilie Million-Rousseau**, Docteur en droit 293

Doctrine : **Quand le racisme indigné les magistrats (à propos des affaires Hôtel Negresco et Casino Restauration)**, par **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la Revue pratique de droit social 324
Agressions physiques et verbales répétées émanant d'autres salariés – Affichage d'un tract raciste – Complicité passive de la direction – Manquement aux art. 1134 et 1147 C. civ. (première espèce) – Discrimination à l'embauche (deuxième espèce).
Première espèce : 1) Cour d'appel de Montpellier 9 décembre 2009 (extraits)..... 325

2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2011..... 327
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)
18 janvier 2012..... 327

Preuve – Aménagement de la preuve (art. L. 1154-1) – Application – Salarié accusé de harcèlement – Litige avec l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 février 2012..... 370
 Note **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université de Lorraine..... 371

Contrat de travail – Harcèlement – Indemnisation – Préjudice – Actes de harcèlement (art. L. 1152-1) – Manquements à l'obligation de prévention (art. L. 1152-4) – Caractère distinct Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Office du juge judiciaire – Indemnisation du harcèlement (oui) – Contrôle de la validité de la rupture (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012..... 657
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 658

HEURES SUPPLÉMENTAIRES (voir Temps de travail)

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (voir aussi Santé au travail)

Doctrine : **Le mystérieux salarié qui apporte son « aide à l'employeur pour la gestion de la santé et de la sécurité au travail »**, par **Thomas Kapp**, Directeur adjoint du travail..... 253

Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Responsabilité contractuelle – Amiante – Préjudice économique (non) – Cessation anticipée d'activité (article 41 loi n° 98-1194) – Préjudice d'anxiété (oui) – Préjudice résultant du bouleversement dans les conditions d'existence (oui) – Prise en charge par l'AGS
 Conseil de prud'hommes – Compétence – Altération de la santé en lien avec le travail
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 8^e ch.) 1^{er} décembre 2011.. 294
 Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris..... 298

Contrat de travail – Exécution – Manquement aux règles de sécurité – Réaction de l'employeur – Changement d'affectation – Caractère disciplinaire de la mesure (non) – Trouble manifestement illicite (non)
Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012..... 362
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 362

Doctrine : **Les acteurs de la santé et de la sécurité au travail, Rôle d'aujourd'hui et de demain**, Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux, 16 mars 2012
L'intensité de l'obligation de sécurité de l'employeur : un traitement aux effets mal assurés, par **Sébastien Tournaux**, Professeur, Université des Antilles et de la Guyane.. 571
L'obligation de sécurité du salarié, par **Christophe Radé**, Professeur, Faculté de droit de Bordeaux..... 578
Le CHSCT : une institution en attente de réforme ?, par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences, Université de Bordeaux-I..... 583
Le référé sur la santé-sécurité : l'espoir de demain, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine..... 590

INAPTITUDE

Doctrine : **Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011**, par **Paul Bouaziz** et **Isabelle Goulet**, Avocats au Barreau de Paris..... 243

Annexe : Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Contrôle du juge judiciaire – Indemnisation (oui) – Contestation de la validité de la rupture (non) (trois espèces)
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011..... 248
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011..... 248
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011..... 249

Doctrine : **Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexions sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011)**, par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail et **Sophie Geynet-Bourgeon**, Avocate au Barreau de Grenoble..... 329

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS – NTIC

1° Composition – Remplacement d'un membre en cours de mandat – 2° Réunions – Recours à la visioconférence – Conditions – Accord des membres – Absence de vote à bulletin secret
Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2011..... 151
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical..... 151

Contrat de travail – Exécution – Dispositif de dénonciation anonyme de salariés (« alerte professionnelle ») – Licéité – Conditions – 1° Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2° Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation
Cour d'appel de Caen (3^e ch. – sect. soc.) 23 septembre 2011..... 157
 Note **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans..... 159

Protection des représentants du personnel – Mission – Exercice – Moyens matériels – Contrôle et surveillance des salariés – Limites – Informatique et libertés (loi du 6 janvier 1978) – Traitement automatisé d'informations nominatives – Confidentialité
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2012..... 805
 Note **Michel Estevez**, Conseiller prud'homme, Metz..... 806

INTÉRESSEMENT (voir Salaires – Rémunérations)

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Grève ; voir aussi Discriminations)

Doctrine : **Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification**, par **Emmanuelle Boussard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Versailles et **Xavier Petrachi**, Délégué syndical central CGT Airbus 1

CHSCT – Projet important – Expert – Détection de la toxicomanie chez les conducteurs – Projet patronal de test de dépistage par l'encadrement (première espèce)
 Contrat de travail – Surveillance des salariés – Géolocalisation – Dispositif visant à contrôler le temps de travail – Champ excédant les normes informatiques et libertés – Action en justice de fédérations syndicales et d'un comité d'établissement – Interdiction de mise en service du dispositif (deuxième espèce)
Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 1^{ère} ch.) 25 octobre 2010..... 35
Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 7 janvier 2011..... 36
 Note **Cédric Porin**, Avocat au Barreau de Marseille..... 38

Contrat de travail – Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1° Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2° Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui)	
Syndicat professionnel – Action en justice – 1° Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2° Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation	
Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. sect. 1) 21 septembre 2011	39
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise,.....	45
Contrat de travail – Exécution – Dispositif de géolocalisation des véhicules – Contrôle du temps de travail – Licéité – Conditions – 1° Contrôle ne pouvant être effectué par un autre moyen – 2° Salarié disposant d'une liberté dans l'organisation du travail – Contrôle du temps (non) – 3° Conformité aux finalités déclarées à la CNIL et portées à la connaissance des salariés	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011	153
Note Stéphanie Baradel et Pierre Masanovic , Avocats au Barreau de Lyon.....	154
Contrat de travail – Exécution – Dispositif de dénonciation anonyme de salariés («alerte professionnelle») – Licéité – Conditions – 1° Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2° Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation	
Cour d'appel de Caen (3^e ch. – sect. soc.) 23 septembre 2011	157
Note Paul Riandey , Avocat au Barreau d'Orléans.....	159
Doctrine : Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ? , par Michèle Bonnechère , Professeur, Université Evry-Val d'Essonne.....	175
Contrat de travail – Exécution – Demande de mutation géographique en raison de contraintes familiales – Refus de l'employeur – Licéité (non) – Raisons familiales impérieuses – Libre choix du domicile – Bonne foi contractuelle	
Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9^e ch. C) 8 septembre 2011	227
Note Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine.....	227
Libertés et droits fondamentaux – Liberté d'expression – Syndicat professionnel – Limites – Sanctions – Licenciement (première espèce) – Condamnation pénale pour diffamation (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (Grande Chambre) 12 septembre 2011	380
Deuxième espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (5^e sect.) 6 octobre 2011	382
Note Valérie Lacoste-Mary , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux.....	383
Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Nullité – Réintégration	
Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 7 février 2012	448
Note Mireille Poirier , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV.....	450
Doctrine : Le forçage du consentement du salarié , par Muriel Fabre-Magnan , Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne.....	459
Contrat de travail – Clause de résidence – Non-respect – Licenciement – Validité de la clause – Liberté de choix du domicile – Atteinte – Justification et proportionnalité	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012	502
Note Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine.....	502
Doctrine : Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR) , par Marie-Laure Morin , ancien Conseiller à la Cour de cassation.....	694
Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012	704
Temps de travail – Charge de travail excessive – Défaut d'enregistrement des horaires de travail – 1° Paiement des heures supplémentaires – 2° Suicide – Indemnisation des ayants droit – Chefs de préjudice – Atteintes à la vie privée et familiale – compétence prud'homale	
Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie – Département) 15 mai 2012	727
Note Paul Cao , Avocat au Barreau d'Angers.....	731
Licenciement pour motif personnel – Atteinte au droit à la protection de la santé (al. 11 du Préambule de la Constitution) – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation – Droit aux salaires perdus sans déduction des revenus perçus pendant la période entre l'éviction et le jugement – Non-cumul avec les indemnités de rupture	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012	802
Note Michèle Bonnechère , Professeur, Université Evry-Val d'Essonne.....	803
LICENCIEMENTS DES SALARIÉS PROTÉGÉS (voir Protection des représentants du personnel)	
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE	
Doctrine : Quelques souvenirs sur les conditions dans lesquelles la jurisprudence sur les licenciements économiques s'est édifiée , par Philippe Waquet , Doyen honoraire à la Cour de cassation.....	86
Employeur – Comptes sociaux – Dépôt obligatoire au greffe – Défaut – Action du salarié devant le Tribunal de commerce	
Cour de cassation (Ch. Com.) 3 avril 2012	599
MOTIFS	
Arrêt Vivéo : la position de la CGT.....	278
Doctrine : À propos de l'arrêt Vivéo : faisons un rêve , par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris.....	629
Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Cause – Motif économique – Appréciation – Office du juge – Limites	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012	635
LICENCIEMENTS COLLECTIFS	
Doctrine : Les restructurations et leur impact sur les relations de travail , Colloque des Instituts du travail	
Restructurations : un regard d'économiste , par Nadia Jacoby , Maître de conférences, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne.....	387
L'incidence sur l'emploi de l'organisation et de la réorganisation des groupes , par Tiennot Grumbach , Avocat au Barreau de Versailles.....	393

Le transfert d'entreprise , par Bernadette Lardy-Pélessier , Maître de conférences Université Toulouse-1 Capitole	398
Restructurations et gestion des contraintes : l'augmentation des injonctions paradoxales , par Mario Correia , Maître de conférences en sociologie, Directeur de l'Institut régional du travail, Aix-Marseille Université 406	
Adaptation des effectifs et licenciements économiques , par Laurent de Launay , Doctorant, Université Montesquieu Bordeaux-IV, COMPTRESEC (UMR CNRS 5114), Institut du travail	413
Le droit européen des restructurations , par Sylvaine Laulom , Professeur, Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, CERCRID (UMR 5137)	420
De l'importance du plan de sauvegarde de l'emploi , par Yann Leroy , Maître de conférences, Université de Lorraine, Institut François-Gény, CERIT, EA 1138	427
Licenciement pour motif économique et responsabilité des groupes de sociétés , par Pierre-François Legrand , Doctorant, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne	433
Doctrine : Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical , par Paul Darves-Bornoz , Avocat au Barreau d'Annecy	523
Annexe : Entreprise en difficulté – Cessation de paiement – Demande du débiteur d'être placé en liquidation judiciaire – Conditions non réunies – Caractère artificiel du passif échu – Dette intra-groupe – Défaut d'autonomie de la société par rapport au groupe – Rejet de la demande de liquidation judiciaire Première espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 14 mars 2011	528
Entreprise en difficulté – Cessation de paiement – Demande de mise en liquidation par un tiers – Absence d'autonomie de la société par rapport au groupe – Preuve de cessation de paiement non rapportée – Refus de paiement des dettes par une société in bonis – Rejet de la demande de liquidation Deuxième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 25 octobre 2011	530
Contrat de travail – Paiement des salaires – Identification du débiteur – Défaut de paiement par l'employeur nominal – Mise en cause de la société actionnaire – Qualité de co-employeur relevant des juges du fond – Mesure conservatoire en référé ordonnant le paiement solidaire des salaires Troisième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. – Référé) 31 août 2011	531
Licenciement pour motif économique – Licenciements collectifs – Consultation du comité d'entreprise – Examen du motif économique – Défaut de cause économique rejaillissant sur la procédure de licenciement – Nullité de la procédure Quatrième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ. 1^{ère} sect.) 3 janvier 2012	532
Doctrine : Le juge prud'homal des référés, à saisir d'urgence ! , par Thierry Durand , Conseiller prud'homme	533
1 ^o Licenciement collectif – Consultation du comité d'entreprise – Dissociation par l'employeur de projets de restructuration – Manquement à l'information du comité – 2 ^o Société détenue par un fonds d'investissement – Motif économique et périmètre de reclassement appréciés au niveau du groupe – 3 ^o Reclassement – Offre d'emploi – Notion – Offre soumise à accord final de l'employeur – Validité (non) – 4 ^o Ordre des licenciements – Critères – Qualités professionnelles – Évaluation – Nécessité Tribunal de grande instance de Paris (référé) 25 mai 2012	793
Note Xavier Médeau , Avocat au Barreau des Ardennes	800
Plan de sauvegarde de l'emploi	
Rupture conventionnelle – Réorganisation de l'entreprise – Suppression d'emplois – Détournement du dispositif visant à éviter l'élaboration d'un PSE – Processus global et concerté de réduction des effectifs Cour d'appel de Lyon (Ch. C) 2 décembre 2011	375
Note Rachel Spire , Avocate au Barreau de Paris	376

Licenciement pour motif économique – Concomitance avec des ruptures conventionnelles – Détournement du dispositif visant à éviter l'élaboration d'un PSE – Nullité de la rupture Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. B) 11 janvier 2012	566
Note Jean-Louis Borie , Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand	568

Contenu – Mesures de reclassement interne – Exception – Départs volontaires excluant tout licenciement – Limites – Suppression d'emplois de salariés ne relevant pas de départs volontaires	
Ruptures du contrat de travail – Prise d'acte – Manquements reprochés à l'employeur – Insuffisance du plan de sauvegarde de l'emploi – Effets d'un licenciement nul Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012	600
Note François Dumoulin , Avocat au Barreau de Lyon	601

Doctrine : À propos de l'arrêt Vivéo : faisons un rêve , par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	629
Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Cause – Motif économique – Appréciation – Office du juge – Limites Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012	635

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir aussi Ruptures du contrat de travail ; voir aussi Inaptitude)

PRÉAVIS

Dispense d'exécution – Effets – Modification des avantages (non) – Clause contractuelle – Caractère indifférent Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012	667
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme	667

MOTIFS DE LICENCIEMENT

Doctrine : La décision de retrait de l'enfant par le particulier employeur d'un(e) assistant(e) maternel(le) : quelles limites au particularisme ? , par Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-IFG	332
Contrat de travail – Clause de résidence – Non-respect – Licenciement – Validité de la clause – Liberté de choix du domicile – Atteinte – Justification et proportionnalité Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012	502
Note Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine	502

Conseil de prud'hommes – Bureau de conciliation – Pouvoirs (deux espèces) – Désignation de conseillers rapporteurs (première espèce) – Licenciement pour faute grave – Charge de preuve reposant sur l'employeur – Inversion du calendrier de communication des pièces (deuxième espèce) Première espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 15 mai 2012	652
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation – Départage) 29 mai 2012	654
Note Paul Darves-Bornoz , Avocat au Barreau d'Annecy	654

Travailleurs étrangers – Travailleur en situation irrégulière – Rupture du contrat de travail – Irrégularité constituant une cause objective – Exclusion de principe des dispositions relatives au licenciement – Exception – Employeur se plaçant sur un terrain disciplinaire Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012	736
Note Michèle Bonnechère , Professeur, Université Évy-Val d'Essonne	737

NULLITÉ

Discrimination – Licenciement disciplinaire – Inconsistance des reproches – Prise en compte de l'activité syndicale – Exercice du droit de grève – Nullité de la rupture – Réintégration Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie – Départage) 7 novembre 2011	230
Note Leïla Bod , Conseillère prud'homme	231

Libertés et droits fondamentaux – Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Nullité – Réintégration

Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 7 février 2012 448
Note **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV..... 450

Atteinte au droit à la protection de la santé (al. 11 du Préambule de la Constitution) – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation – Droit aux salaires perdus sans déduction des revenus perçus pendant la période entre l'éviction et le jugement – Non-cumul avec les indemnités de rupture

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012..... 802
Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Évy-Val d'Essonne 803

MALADIE (voir Discrimination – voir Licenciement pour motif personnel – voir Santé au travail)

MODIFICATIONS DANS LA SITUATION JURIDIQUE DE L'EMPLOYEUR (voir

Transfert d'entreprise)

NÉGOCIATION COLLECTIVE (voir Conventions et accords collectifs)

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

ÉTENDUE DE LA PROTECTION

Doctrine : **Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011**, par **Paul Bouaziz** et **Isabelle Goulet**, Avocats au Barreau de Paris..... 243

Annexe : Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Contrôle du juge judiciaire – Indemnisation (oui) – Contestation de la validité de la rupture (non) (trois espèces)

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 249

Assurances sociales – Maladie – Indemnité journalière – Suppression – Infraction au règlement des malades – Activité non autorisée – Exercice d'un mandat de représentant du personnel

Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 9 décembre 2010 281
Note **Bernard Augier**, Président du Conseil de prud'hommes de Lyon, membre du Conseil supérieur de la Prud'homie 281

Doctrine : **Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexions sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011)**, par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail et **Sophie Geynet-Bourgeon**, Avocate au Barreau de Grenoble..... 329

Transfert d'entreprise – Caractère partiel – Notion – Établissement distinct au sens des comités d'établissement

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 373
Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris 373

Protection des représentants du personnel – Mandat extérieur à l'entreprise – Information de l'employeur – Nécessité – À défaut, atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle

Conseil constitutionnel, décision n° 2012-242 QPC, 14 mai 2012, Association Temps de Vie..... 621
Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP 622

Doctrine : **Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative (Rapport sous Soc. 4 juillet 2012, Société Lahera Productions)**, par **Emmanuelle Wurtz**, Conseiller référendaire à la Cour de cassation..... 706

Protection des représentants du personnel – Prise d'acte de la rupture – Restriction d'aptitude – Poste non compatible – Décision antérieure de refus d'autorisation administrative de licenciement – Motivation – Caractère indifférent – Compétence judiciaire

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012..... 711
Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 712

Mission – Exercice – Moyens matériels – Contrôle et surveillance des salariés – Limites – Informatique et libertés (loi du 6 janvier 1978) – Traitement automatisé d'informations nominatives – Confidentialité

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2012..... 805
Note **Michel Estevez**, Conseiller prud'homme, Metz 806

PROCÉDURE

Doctrine : **Conformité à la Constitution du délai dont dispose l'employeur pour notifier le licenciement d'un représentant du personnel**, par **Yves Struillou**, Conseiller d'État, Conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation..... 257

Annexe : Protection des représentants du personnel – Licenciement pour motif disciplinaire – Autorisation administrative – Délai d'un mois pour prononcer le licenciement (L. 1332-2) – Annulation de l'autorisation – Effets – QPC – Atteintes à divers principes de portée constitutionnelle (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2012..... 277

Droit administratif du travail Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne :

Licenciement – Procédure – Inspection du travail – Enquête contradictoire – Communication des documents – Droits de la défense

Conseil d'État 22 février 2012 514

Licenciement – Autorisation – Référé-suspension

Tribunal administratif de Paris (Référé) 31 août 2010..... 516

Mise à la retraite – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Information

Conseil d'État 26 octobre 2011 518

Fonctionnaire – France Télécom – Mutation – Contrôle du juge

Conseil d'État 24 février 2011 519

Contrat de travail – Harcèlement – Indemnisation – Préjudice – Actes de harcèlement (art. L. 1152-1) – Manquements à l'obligation de prévention (art. L. 1152-4) – Caractère distinct

Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Office du juge judiciaire – Indemnisation du harcèlement (oui) – Contrôle de la validité de la rupture (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012..... 657

Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 658

RETRAITE (voir Assurances sociales) RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL (AUTRES QUE LICENCIEMENTS)

MISE À LA RETRAITE

Égalité de traitement – Discrimination liée à l'âge (directive 2000/78) – Mise à la retraite – Objectifs d'intérêt général – Structure d'âge équilibrée – Proportionnalité de la mesure – Appréciation – Office du juge national
Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... 309
Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV 310

Protection des représentants du personnel – Mise à la retraite – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Information
Conseil d'État 26 octobre 2011 518
Note **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 518

PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE

Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Contenu – Mesures de reclassement interne – Exception – Départs volontaires excluant tout licenciement – Limites – Suppression d'emplois de salariés ne relevant pas de départs volontaires
Ruptures du contrat de travail – Prise d'acte – Manquements reprochés à l'employeur – Insuffisance du plan de sauvegarde de l'emploi – Effets d'un licenciement nul
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012 600
Note **François Dumoulin**, Avocat au Barreau de Lyon 601

Doctrine : **Le préavis de prise d'acte : le risque disproportionné encouru par le salarié usant de son droit de provoquer une rupture immédiate**, par **Nicolas Collet-Thiry**, Avocat au Barreau de Paris 625

Prise d'acte – Effet immédiat – Incidence – Indemnités de prévoyance – Bénéfice (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 668
Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 669

RUPTURE CONVENTIONNELLE (LOI DU 25 JUIN 2008)

Réorganisation de l'entreprise – Suppression d'emplois – Détournement du dispositif visant à éviter l'élaboration d'un PSE – Processus global et concerté de réduction des effectifs
Cour d'appel de Lyon (Ch. C) 2 décembre 2011 375
Note **Rachel Spire**, Avocate au Barreau de Paris 376

Licenciement pour motif économique – Concomitance avec des ruptures conventionnelles – Détournement du dispositif visant à éviter l'élaboration d'un PSE – Nullité de la rupture
Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. B) 11 janvier 2012 566
Note **Jean-Louis Borie**, Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand 568

Inexécution fautive du contrat par l'employeur – Accord sur la nécessité d'une rupture – Altération du consentement – Nullité
Conseil de prud'hommes de Chalon-sur-Saône (Commerce) 25 avril 2012 670
Note **Anais Ferrer**, Conseillère confédérale, service juridique, CGT 671

DÉPARTS « VOLONTAIRES »

PSE – Contenu – Mesures de reclassement interne – Exception – Départs volontaires excluant tout licenciement – Limites – Suppression d'emplois de salariés ne relevant pas de départs volontaires
Ruptures du contrat de travail – Prise d'acte – Manquements reprochés à l'employeur – Insuffisance du plan de sauvegarde de l'emploi – Effets d'un licenciement nul
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012 600
Note **François Dumoulin**, Avocat au Barreau de Lyon 601

SALAIRES - RÉMUNÉRATION

Doctrine : **Lutter contre la désindustrialisation : la saga des** Sodimédical, par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 523
Contrat de travail – Paiement des salaires – Identification du débiteur – Défaut de paiement par l'employeur nominal – Mise en cause de la société actionnaire – Qualité de co-employeur relevant des juges du fond – Mesure conservatoire en référé ordonnant le paiement solidaire des salaires
Troisième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. – Référé) 31 août 2011 531

Doctrine : **Les tâches afférentes aux examens universitaires : tout travail mérite salaire**, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV 636

Négociation annuelle obligatoire – Nature des informations préalables à fournir aux organisations syndicales – Salaires des cadres supérieurs décidés par la maison-mère à l'étranger – Obligations de communication
Tribunal de grande instance de Paris (1^{ère} sect. – 4^e ch.) 29 mai 2012 789
Note **Jamila Mansour**, Conseillère confédérale CGT 792

MONTANT

Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1^o Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2^o Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui) – Syndicat professionnel – Action en justice – 1^o Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2^o Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation
Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. sect. 1) 21 septembre 2011 39
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 45

Invention du salarié – Appropriation par l'employeur – Conditions – Direction – Existence d'une mission inventive – Recherche – Office du juge
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011 50
Note **Romain Marié**, Maître de conférences, Université Nancy-2, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes 51

Doctrine : Durée du travail et rémunération, santé, sécurité-résultat – 36^e colloque de la commission de droit social du syndicat des avocats de France (SAF)
Le forfait en jours ou les épices du pluralisme, par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Directeur d'études à l'EHESS 171
Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ?, par **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Evry-Val d'Essonne 175
Durée et charge de travail : objectifs et limites de l'exigence de rentabilité, par **Stéphanie Baradel**, Avocate au Barreau de Lyon 190
La déconnexion du temps de travail et la rémunération, par **Pascal Lokiec**, Professeur, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense 207
La fixation unilatérale des objectifs en matière de rémunération, par **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans 213
La charge de travail en questions – Synthèses, par **Marie-France Mazars**, Conseiller doyen de la Cour de cassation 224

Habillage/déshabillage – Contrepartie – Conditions cumulatives – Port obligatoire d'une tenue – Obligation de se changer sur les lieux de travail
Cour de cassation (Ass. Plén.) 18 novembre 2011 236
Note **Sultan Günel**, Avocate au Barreau de Paris 237

Temps de travail – Convention de forfait en jours – Conditions de validité – Autonomie réelle du salarié – Respect des stipulations conventionnelles visant l’encadrement de sa mise en œuvre – Défaut – Conséquence – Paiement des heures supplémentaires	
Conseil de prud’hommes de Limoges (Sect. Encadrement) 6 septembre 2011	301
Rémunération – SMIC – Respect – Temps de pause rémunéré – Période non assimilée à du temps de travail effectif – Exclusion de la rémunération de l’assiette du SMIC	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 mars 2012	453
Note Jean-Pierre Leduc , Avocat honoraire	453
Doctrines : Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l’action syndicale au bénéfice des salariés , par Marianne Keller Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	471
Annexe : Tribunaux – Compétence – Action syndicale devant le TGI – Nullité des accords d’entreprise – Respect du SMIC – Régularisation de la situation de l’ensemble des salariés	
Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.) 24 novembre 2011	499
Contrat de travail – Clause de variation – Rémunération – Pouvoir de modification unilatéral – Licéité (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2011	504
Contrat de travail – Modification des horaires de travail – Réduction de la part d’horaires de nuit – Perte de la majoration conventionnelle de rémunération – Modification du contrat (non) – Pouvoir de direction de l’employeur	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2012	659
Note Thierry Durand , Conseiller prud’homme	660
Rémunération – Dettes – Saisie des biens – Limites – Instruments de travail nécessaires à l’exercice personnel de l’activité professionnelle – Ordinateur – Salarié privé d’emploi – Bien utilisé pour la recherche d’emploi – Caractère saisissable (non)	
Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 28 juin 2012	668
Note Marc Richevaux , Maître de conférences, Université du Littoral	668
Conseil de prud’hommes – Compétence – Remboursement d’avances faites par l’employeur	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012	719
Note Thierry Durand , Conseiller prud’homme	720
PRIMES ET GRATIFICATIONS	
Conventions et accords collectifs – Principe d’égalité de traitement – Atteinte devant être justifiée par une raison objective dont le juge contrôle la réalité et la pertinence – Prime réservée aux salariés d’un établissement – Transfert du risque économique sur les salariés – Licéité (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012	724
Note Isabelle Meyrat , Maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP	726
HEURES SUPPLÉMENTAIRES (VOIR TEMPS DE TRAVAIL)	
SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi Hygiène et sécurité ; voir aussi Discrimination ; voir aussi CHSCT)	
Doctrines : Durée du travail et rémunération, santé, sécurité-résultat – 36 ^e colloque de la commission de droit social du syndicat des avocats de France (SAF)	
Le forfait en jours ou les épices du pluralisme , par Antoine Lyon-Caen , Professeur, Université Paris-Ouest	
Nanterre-La Défense, Directeur d’études à l’EHESS	171
Revisiter le droit positif par l’ajustement au droit européen ? , par Michèle Bonnechère , Professeur, Université Evry-Val d’Essonne	175
Durée et charge de travail : objectifs et limites de l’exigence de rentabilité , par Stéphanie Baradel , Avocate au Barreau de Lyon	190
La déconnexion du temps de travail et la rémunération , par Pascal Lokiec , Professeur, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense	207
La fixation unilatérale des objectifs en matière de rémunération , par Paul Riandey , Avocat au Barreau d’Orléans	213
La charge de travail en questions – Synthèses , par Marie-France Mazars , Conseiller doyen de la Cour de cassation	224
Doctrines : Le mystérieux salarié qui apporte son « aide à l’employeur pour la gestion de la santé et de la sécurité au travail » , par Thomas Kapp , Directeur adjoint du travail	253
Le rôle des partenaires sociaux en matière de régulation de la pénibilité , par Franck Héas , Maître de conférences, Université de Nantes	348
Doctrines : Les acteurs de la santé et de la sécurité au travail, Rôle d’aujourd’hui et de demain , Colloque de l’Institut du travail de Bordeaux, 16 mars 2012	
L’intensité de l’obligation de sécurité de l’employeur : un traitement au effets mal assurés , par Sébastien Tournaux , Professeur, Université des Antilles et de la Guyane ..	571
L’obligation de sécurité du salarié , par Christophe Radé , Professeur, Faculté de droit de Bordeaux	578
Le CHSCT : une institution en attente de réforme ? , par Alexandre Charbonneau , Maître de conférences, Université de Bordeaux-I	583
Le référé sur la santé-sécurité : l’espoir de demain , par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine	590
Temps de travail – Charge de travail excessive – Défaut d’enregistrement des horaires de travail – 1 ^{er} Paiement des heures supplémentaires – 2 ^o Suicide – Indemnisation des ayants droit – Chefs de préjudice – Atteintes à la vie privée et familiale – compétence prud’homale	
Conseil de prud’hommes de Versailles (Industrie – Départage) 15 mai 2012	727
Note Paul Cao , Avocat au Barreau d’Angers	731
SOURCES DU DROIT	
Doctrines : Sanction d’une clause de non-concurrence excessive : vers une évolution de la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation ? , par Florence Canut , Maître de conférences, Université Montpellier-III	12
Annexe : Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Validité – CCN des VRP – Limites du secteur attribué – Clause contractuelle plus restrictive pour le salarié – Nullité (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2011	19
Doctrines : Le forçage du consentement du salarié , par Muriel Fabre-Magnan , Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne	459
Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l’emprise de la convention sur le contrat – Motif d’intérêt général	
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012 , Loi relative à la simplification du droit et à l’allègement des démarches administratives	623
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP	623

Doctrines : La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cass. Crim. 19 juin 2012, P+B) , par Florence Canut , Maître de conférences, Université Montpellier-III.....	757
Convention et accords collectifs – Convention collective de branche – Obligation de négociation dans l'entreprise avec les organisations syndicales en cas de modification de l'heure de fermeture d'un magasin – Non-respect de la convention par l'employeur – Sanctions pénales – Condition – Dérogations à des dispositions législatives ou réglementaires (art. L. 2263-1 CT) – Caractère dérogoire des dispositions conventionnelles (non) – Entrave à l'exercice du droit syndical (non)	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012	753

SERVICES PUBLICS (voir Entreprises publiques ; voir Fonctionnaires et agents publics)

STATUTS PARTICULIERS (voir aussi Entreprises publiques ; voir aussi Travailleurs étrangers)

Discrimination – État de santé – Travailleur handicapé – Licenciement économique – Absence de recherche de reclassement en lien avec ses capacités – Nullité de la rupture – Réintégration	
Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 15 novembre 2011	287
Note Philippe Rechoulet , Conseiller prud'homme Bordeaux	290
Doctrines : La décision de retrait de l'enfant par le particulier employeur d'un(e) assistant(e) maternel(le) : quelles limites au particularisme ? , par Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-IFG.....	332

Doctrines : La fraude à la prestation de services et au détachement de salariés sur le territoire français : panorama de la jurisprudence française , par Hervé Guichaoua , Directeur du travail.....	543
---	-----

Grève – Transport aérien – Loi du 19 mars 2012 – Instauration de préavis individuels avant la cessation et la reprise du travail – Champ d'application limité aux salariés exerçant personnellement certaines missions – Préservation de l'ordre public	
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-650 DC, 15 mars 2012 , Loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports.....	676
Note Pierre Yves Gadhoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP.....	676

Faute inexcusable – Action de la victime – Limites – 1° Acceptation de l'offre d'indemnisation du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (deux espèces) – 2° Régime spécial – Marins (première espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2°) 22 septembre 2011	678
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2°) 6 octobre 2011	679
Note Frédéric Guiomard , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS).....	680

SYNDICATS PROFESSIONNELS

CONSTITUTION

Doctrines : L'emprise marginale du droit sur les questions d'unité ou de division du syndicalisme , par Pascal Rennes , Directeur honoraire du travail.....	20
---	----

Doctrines : De l'application du principe de spécialité catégorielle dans les élections professionnelles , par Christophe Saltzmann , Éleve avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne.....	27
Annexe : Elections professionnelles – Syndicat catégoriel (deux espèces) – Présentation des candidats – Statuts – Portée (première espèce) – Représentativité – Syndicat catégoriel autonome – Mesure de l'audience (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011	32
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011	33
Décision de désaffiliation – Validité – Condition – Stipulations statutaires, à défaut unanimité des adhérents	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mai 2011	59
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise.....	60

FONCTIONNEMENT - ACTIVITÉS

Affichage et communication – Exercice – Condition – Représentativité (non) – Existence d'une section syndicale (non) – Possibilité de réserver par voie conventionnelle cette prérogative aux syndicats représentatifs (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011	56
Note Cécile Nicod , Maître de conférences, Université Lyon-2, ERDS CERCRID, UMR CNRS Saint-Étienne-Lyon-2.....	57
Libertés et droits fondamentaux – Liberté d'expression – Syndicat professionnel – Limites – Sanctions – Licenciement (première espèce) – Condamnation pénale pour diffamation (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (Grande Chambre) 12 septembre 2011	380
Deuxième espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (5° sect.) 6 octobre 2011	382
Note Valérie Lacoste-Mary , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux.....	383

Doctrines : Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR) , par Marie-Laure Morin , ancien Conseiller à la Cour de cassation.....	694
Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Désignation d'un RSS – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012	704

Négociation annuelle obligatoire – Nature des informations préalables à fournir aux organisations syndicales – Salaires des cadres supérieurs décidés par la maison-mère à l'étranger – Obligations de communication	
Tribunal de grande instance de Paris (1^{ère} sect. – 4^e ch.) 29 mai 2012	789
Note Jamila Mansour , Conseillère confédérale CGT.....	792

REPRÉSENTATIVITÉ

Doctrines : De l'application du principe de spécialité catégorielle dans les élections professionnelles , par Christophe Saltzmann , Éleve avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne.....	27
Annexe : Elections professionnelles – Syndicat catégoriel (deux espèces) – Présentation des candidats – Statuts – Portée (première espèce) – Représentativité – Syndicat catégoriel autonome – Mesure de l'audience (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	

28 septembre 2011	32
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
28 septembre 2011	33
Doctrines : Représentativité syndicale : pondération des critères et transparence financière (rapport sous Cass. Soc. 29 février 2012, IGESA) , par Jean-Marc Béraud , Conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation.....	
	315
Annexe : Syndicats professionnels – Représentativité – Critères cumulatifs – Appréciation – Différenciation et pondération – Transparence financière – rôle du juge	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 février 2012	321
Note Pascal Rennes , Directeur honoraire du travail.....	321

Doctrines : Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE) , par Marie-France Bied-CHARRENTON , Avocate au Barreau de Paris.....	
	745
Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprises de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus au CE (trois espèces) – Atteinte à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) (non) (première espèce) – Accord collectif – Abaissement du seuil du nombre d'élus (non) (deuxième espèce) – Saisine du juge – Nécessité (oui) (troisième espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
24 octobre 2012	750
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
24 octobre 2012	751
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
24 octobre 2012	751

ENTRAVES ET DISCRIMINATION

Discrimination – Licenciement disciplinaire – Inconsistance des reproches – Prise en compte de l'activité syndicale – Exercice du droit de grève – Nullité de la rupture – Réintégration	
Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie – Départage) 7 novembre 2011	
	230
Note Leïla Bod , Conseillère prud'homme.....	231

Doctrines : La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cass. Crim. 19 juin 2012, P+B) , par Florence Canut , Maître de conférences, Université Montpellier-III.....	
	757
Convention et accords collectifs – Convention collective de branche – Obligation de négociation dans l'entreprise avec les organisations syndicales en cas de modification de l'heure de fermeture d'un magasin – Non-respect de la convention par l'employeur – Sanctions pénales – Condition – Dérégulations à des dispositions législatives ou réglementaires (art. L. 2263-1 CT) – Caractère dérogoire des dispositions conventionnelles (non) – Entrave à l'exercice du droit syndical (non)	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012	753

ACTION EN JUSTICE

Doctrines : Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification , par Emmanuelle Boussard-Verrecchia , Avocate au Barreau de Versailles et Xavier Petrachi , Délégué syndical central CGT Airbus.....	
	1

CHSCT – Projet important – Expert – Détection de la toxicomanie chez les conducteurs – Projet patronal de test de dépistage par l'encadrement (première espèce)	
Contrat de travail – Surveillance des salariés – Géolocalisation – Dispositif visant à contrôler le temps de travail – Champ excédant les normes informatiques et libertés – Action en justice de fédérations syndicales et d'un comité d'établissement – Interdiction de mise en service du dispositif (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 1^{ère} ch.) 25 octobre 2010	35
Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 7 janvier 2011	36

Note Cédric Porin , Avocat au Barreau de Marseille.....	38
--	-----------

Contrat de travail – Exécution – Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1 ^o Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2 ^o Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui)	
Syndicat professionnel – Action en justice – 1 ^o Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2 ^o Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation	
Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. sect. 1) 21 septembre 2011	39
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise.....	45

Doctrines : Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l'action syndicale au bénéfice des salariés , par Marianne Keller Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne.....	
	471
Annexe : Tribunaux – Compétence – Action syndicale devant le TGI – Nullité des accords d'entreprise – Respect du SMIC – Régularisation de la situation de l'ensemble des salariés	
Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.)	
24 novembre 2011	499

Tribunaux – Action en justice – Application de la convention collective – Transfert conventionnel des contrats de travail – Recevabilité de l'action – Comité d'entreprise (non) – Syndicat professionnel (oui)	
Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.)	
5 janvier 2012	603
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise.....	608

TEMPS DE TRAVAIL

Contrat de travail – Surveillance des salariés – Géolocalisation – Dispositif visant à contrôler le temps de travail – Champ excédant les normes informatiques et libertés – Action en justice de fédérations syndicales et d'un comité d'établissement – Interdiction de mise en service du dispositif (deuxième espèce)	
Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 7 janvier 2011	36
Note Cédric Porin , Avocat au Barreau de Marseille.....	38

Doctrines : Durée du travail et rémunération, santé, sécurité-résultat – 36 ^e colloque de la commission de droit social du Syndicat des avocats de France (SAF)	
Le forfait en jours ou les épices du pluralisme , par Antoine Lyon-Caen , Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Directeur d'études à l'EHESS.....	
	171
Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ? , par Michèle Bonnechère , Professeur, Université Evry-Val d'Essonne.....	
	175
Durée et charge de travail : objectifs et limites de l'exigence de rentabilité , par Stéphanie Baradel , Avocate au Barreau de Lyon.....	
	190
La déconnexion du temps de travail et la rémunération , par Pascal Lokiec , Professeur, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense.....	
	207
La charge de travail en questions – Synthèses , par Marie-France Mazars , Conseiller doyen de la Cour de cassation.....	
	224

Congés payés – Conditions d'ouverture des droits – Période de référence – Absence assimilée à du temps de travail effectif – Accident de trajet (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012	719
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme.....	720

Doctrines : Le forçage du consentement du salarié , par Muriel Fabre-Magnan , Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne.....	
	459

Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le	
---	--

contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012 , Loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives	623
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP	623

TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

Contrat de travail – Exécution – Dispositif de géolocalisation des véhicules – Contrôle du temps de travail – Licéité – Conditions – 1° Contrôle ne pouvant être effectué par un autre moyen – 2° Salarié disposant d'une liberté dans l'organisation du travail – Contrôle du temps (non) – 3° Conformité aux finalités déclarées à la CNIL et portées à la connaissance des salariés	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011	153
Note Stéphanie Baradel et Pierre Masanovic , Avocats au Barreau de Lyon	154

Habillage/déshabillage – Contrepartie – Conditions cumulatives – Port obligatoire d'une tenue – Obligation de se changer sur les lieux de travail	
Cour de cassation (Ass. Plén.) 18 novembre 2011	236
Note Sultan Günel , Avocate au Barreau de Paris	237

Convention de forfait en jours – Conditions de validité – Autonomie réelle du salarié – Respect des stipulations conventionnelles visant l'encadrement de sa mise en œuvre – Défaut – Conséquence – Paiement des heures supplémentaires	
Conseil de prud'hommes de Limoges (Sect. Encadrement) 6 septembre 2011	301

Rémunération – SMIC – Respect – Temps de pause rémunéré – Période non assimilée à du temps de travail effectif – Exclusion de la rémunération de l'assiette du SMIC	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 mars 2012	453
Note Jean-Pierre Leduc , Avocat honoraire	453

Congés payés – Conditions d'ouverture des droits – Période de référence – Absence assimilée à du temps de travail effectif – Accident de trajet (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012	719
Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme	720

REPOS

Doctrine : Durée et charge de travail : objectifs et limites de l'exigence de rentabilité , par Stéphanie Baradel , Avocate au Barreau de Lyon	190
--	-----

Modification des jours de travail – Travail le dimanche – Refus justifié du salarié (oui) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse	
Conseil de prud'hommes de Paris (Section Encadrement) 27 février 2012	510
Note Paul Bouaziz et Nicolas Collet-Thiry , Avocats au Barreau de Paris	511

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Temps de travail – Heures supplémentaires – Accord de l'employeur – Office du juge	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011	50

Temps de travail – Convention de forfait en jours – Conditions de validité – Autonomie réelle du salarié – Respect des stipulations conventionnelles visant l'encadrement de sa mise en œuvre – Défaut – Conséquence – Paiement des heures supplémentaires	
Conseil de prud'hommes de Limoges (Sect. Encadrement) 6 septembre 2011	301

Paiement – Condition – Accord de l'employeur – Caractère implicite	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mai 2012	602

Charge de travail excessive – Défaut d'enregistrement des horaires de travail – 1° Paiement des heures supplémentaires – 2° Suicide – Indemnisation des ayants droit – Chefs de préjudice – Atteintes à la vie privée et familiale – compétence prud'homale	
Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie – Départage) 15 mai 2012	727
Note Paul Cao , Avocat au Barreau d'Angers	731

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Directive 2003/88/CE – Droit au congé annuel payé – Extinction du droit au congé annuel payé non pris pour cause de maladie à l'expiration du délai prévu par la réglementation nationale	
Cour de justice de l'Union européenne (Grande chambre) 22 novembre 2011	304
Note Valérie Lacoste-Mary , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux	306

TRANSACTION

Doctrine : Le forçage du consentement du salarié , par Muriel Fabre-Magnan , Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne	459
---	-----

Étendue – Renonciation liée au différend y ayant donné lieu – Transaction réparant le préjudice subi du fait de la rupture du contrat de travail – Litige relatif au paiement d'une indemnité contractuelle de licenciement – Recevabilité de la demande (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012	733
Note Mohamed-Najib Smaïli , Docteur en droit, Chargé d'enseignement, Université d'Évry-Val-d'Essonne	733

TRANSFERT D'ENTREPRISE

1° Conditions – Existence d'une entité économique autonome – Changement de titulaire d'un marché de gardiennage – Absence de transfert d'actifs – Reprise du personnel caractérisant une entité économique (non) – Application de L. 1224-1 (non) – 2° Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Proportion de salariés repris – Appréciation – Refus de certains salariés – Conséquence	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011	239
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	239

Protection des représentants du personnel – Transfert d'entreprise – Caractère partiel – Notion – Établissement distinct au sens des comités d'établissement	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011	373
Note Karim Hamoudi , Avocat au Barreau de Paris	373

Doctrine : Le transfert d'entreprise , par Bernadette Lardy-Pélissier , Maître de conférences Université Toulouse-1 Capitole	398
--	-----

Changement de titulaire d'un marché de transport de personnes en zone aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Convention collective applicable – Détermination – Activité principale de l'entreprise – Transports routiers (non) – Entreprises d'assistance en escale (oui) – Salariés licenciés sans mise en œuvre du transfert – Reprise de la procédure ordonnée sous astreinte	
Tribunaux – Action en justice – Application de la convention collective – Transfert conventionnel des contrats de travail – Recevabilité de l'action – Comité d'entreprise (non) – Syndicat professionnel (oui)	
Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2° ch.) 5 janvier 2012	603
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	608

TRAVAIL À TEMPS PARTIEL (voir Temps de travail)

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Doctrines : **Emploi illégal des salariés étrangers : ambiguïté et insuffisance de la loi du 16 juin 2011**, par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 340

Travailleur en situation irrégulière – Rupture du contrat de travail – Irrégularité constituant une cause objective – Exclusion de principe des dispositions relatives au licenciement – Exception – Employeur se plaçant sur un terrain disciplinaire
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 736

Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Évy-Val d'Essonne 737

Assurances sociales – Maladie – Bénéficiaires – Enfant étranger à la charge effective et permanente de l'assuré
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 10 novembre 2011 740

Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) 741

TRAVAIL ILLÉGAL

Doctrines : **Emploi illégal des salariés étrangers : ambiguïté et insuffisance de la loi du 16 juin 2011**, par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 340

Doctrines : **La mise en cause du donneur d'ordre et du maître d'ouvrage au service de la lutte contre le travail illégal**, par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 763

TRIBUNAUX (voir aussi Conseils de prud'hommes ; voir aussi Conseil constitutionnel)

Temps de travail – Heures supplémentaires – Accord de l'employeur – Office du juge
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011 50

Suspicion légitime – Renvoi – Demande verbale devant le bureau de jugement – Ordonnance d'irrecevabilité – Appel nullité – Nullité de l'ordonnance prud'homale – Renvoi devant la Cour d'appel (359 CPC)
Cour d'appel de Rouen 12 avril 2011 62

Doctrines : **Quelques souvenirs sur les conditions dans lesquelles la jurisprudence sur les licenciements économiques s'est édifiée**, par **Philippe Waquet**, Doyen honoraire à la Cour de cassation 86

Doctrines : **La force probante du constat d'huissier après la loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010**, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 168

Doctrines : **Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011**, par **Paul Bouaziz** et **Isabelle Goulet**, Avocats au Barreau de Paris 243

Annexe : Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Contrôle du juge judiciaire – Indemnisation (oui) – Contestation de la validité de la rupture (non) (trois espèces)
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248

Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 249

Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile

Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... 307
Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV 307

Libertés et droits fondamentaux – Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Nullité – Réintégration
Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 7 février 2012 448
Note **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV 450

Doctrines : **Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l'action syndicale au bénéfice des salariés**, par **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 471
Annexe : Tribunaux – Compétence – Action syndicale devant le TGI – Nullité des accords d'entreprise – Respect du SMIC – Régularisation de la situation de l'ensemble des salariés
Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.) 24 novembre 2011 499

Doctrines : **Le référé sur la santé-sécurité : l'espoir de demain**, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 590

Employeur – Comptes sociaux – Dépôt obligatoire au greffe – Défaut – Action du salarié devant le Tribunal de commerce
Cour de cassation (Ch. Com.) 3 avril 2012 599

Transfert d'entreprise – Conditions – Changement de titulaire d'un marché de transport de personnes en zone aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Convention collective applicable – Détermination – Activité principale de l'entreprise – Transports routiers (non) – Entreprises d'assistance en escale (oui) – Salariés licenciés sans mise en œuvre du transfert – Reprise de la procédure ordonnée sous astreinte
Tribunaux – Action en justice – Application de la convention collective – Transfert conventionnel des contrats de travail – Recevabilité de l'action – Comité d'entreprise (non) – Syndicat professionnel (oui)

Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 5 janvier 2012 603
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise, 608

Chose jugée – Autorité du pénal – Étendue – Relaxe – Accident du travail – Faute inexcusable de l'employeur – Faute en lien de causalité avec le dommage
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 16 février 2012 618

Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) 619

Rémunération – Dettes – Saisie des biens – Limites – Instruments de travail nécessaires à l'exercice personnel de l'activité professionnelle – Ordinateur – Salarié privé d'emploi – Bien utilisé pour la recherche d'emploi – Caractère saisissable (non)
Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 28 juin 2012 668
Note **Marc Richevaux**, Maître de conférences, Université du Littoral 668

Doctrines : **Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative (Rapport sous Soc. 4 juillet 2012, Société Lahera Productions)**, par **Emmanuelle Wurtz**, Conseiller référendaire à la Cour de cassation 706

Protection des représentants du personnel – Prise d'acte de la rupture – Restriction d'aptitude – Poste non compatible – Décision antérieure de refus d'autorisation administrative de licenciement – Motivation – Caractère indifférent – Compétence judiciaire

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 711
Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 712

Table chronologique de la jurisprudence

(les décisions en italique ont été publiées en extraits)

	DATE	JURIDICTION	NOM DES PARTIES	PAGE
2009				
DÉCEMBRE	09/12/09	CA Montpellier	<i>Affaire X c/ Hôtel Negresco</i>	325
2010				
AOÛT	31/08/10	TA Paris (Référé)	576
OCTOBRE	25/10/10	CA Paris (P. 6 ch. 1)	RATP c/ CHSCT Bus	35
DÉCEMBRE	09/12/10	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Lahouel c/ CPAM de Lille (pourvoi n° 09-17449).....	281
2011				
JANVIER	07/01/11	TGI Nanterre (2 ^e ch.)	FNIC-CGT et autres c/ PPG Industries France	36
FÉVRIER	24/02/11	Conseil d'État	N° 335.453.....	519
MARS	01/03/11	CA Versailles (6 ^e Ch. Référé)	G. c/ SAS Atos Origin Intégration.....	554
	14/03/11	CA Reims (Ch. Civ.)	SARL Sodimédical et a. c/ Vaugois et a.	528
AVRIL	12/04/11	CA Rouen	<i>Association Les Fontaines (RG n° 11/00566)</i>	62
MAI	03/05/11	CA Bordeaux (4 ^e ch. civ. - Sect. A)	Kéolis Bordeaux c/ Syndicat CGT Transports Bordeaux	232
	10/05/11	CJUE	Jürgen Römer c/ Freie und Hansestadt Hamburg (Aff. C-147/08).....	378
	31/05/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fédération des Cheminots et activités complémentaires c/ Syndicat général des transports du Rhône CFDT (pourvoi n° 10-17159)	59
JUIN	06/06/11	TA Versailles	Fédération des Sociétés d'études CGT et a.	512
	07/06/11	CA Rouen (Ch. Soc.)	Société Sodisro c/ X.....	366
	21/06/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	<i>Affaire X c/ Hôtel Negresco</i> (pourvoi n° 10-11690)	327
	29/06/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sodex Humbert c/ Bouadma (pourvoi n° 09-70688)	48
JUILLET	08/07/11	TI Sélestat	Syndicat général des transports de la région Alsace CFDT et a. c/ Cars Bastien SA Kristinatours SAS	54
	13/07/11	CPH Paris (Référé-Départage)	Avdovic et syndicat CGT des Hôtels de Prestige et Économiques	367
			c/ La Tour La Fayette SAS	
	21/07/11	CJUE	<i>Patrick Kelly c/ National University of Ireland (University College, Dublin) (Aff. C-104/10)</i>	307
	21/07/11	CJUE	<i>Gerhard Fuchs, Peter Köhler c/ Land Hessen</i>	309
			Affaires jointes C-159/10 et C-160/10	
AOÛT	31/08/11	CA Reims (Ch. Soc. Référé)	Alvarez c/ Sodimédical et a.	531
SEPTEMBRE	06/09/11	CPH Limoges (Sect. Encadrement)	<i>Beherec c/ Sogara France et Hypermarché Carrefour Boisseuil</i>	301
	08/09/11	CA Aix-en-Provence (9 ^e ch. C)	Air Algérie c/ Amirat	227
	12/09/11	TASS Morbihan	Desbois c/ CARSAT Bretagne et a.....	10
	12/09/11	CEDH (Grande Chambre)	Palomo Sanchez et a. c/ Espagne (requêtes n° 28955/06, 28957/06, 28964/06).....	380
	21/09/11	CA Toulouse (4 ^e ch. Sect. 1)	CGT Airbus Toulouse et UGICT CGT c/ Société Airbus Opérations	39
	21/09/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Finaxo environnement c/ Lesueur (pourvoi n° 09-69927).....	50
	21/09/11	C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 10-19017)	Cap Gemini service et a. c/ Syndicat Cap Gemini alliance sociale	56
	22/09/11	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	X c/ ENIM (pourvoi n° 09-15756)	678
	23/09/11	CA Caen (3 ^e ch. Sect. soc.)	SAS Benoist Girard c/ CHSCT Benoist Girard et CFDT.....	157
	28/09/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat du personnel d'encadrement de l'Édition et de la Librairie..... et de la diffusion CFE-CGC et a. c/ France Loisirs (pourvoi n° 10-26693)	32
	OCTOBRE	06/10/11	CEDH (5 ^e sect.)	<i>Vellutini et Michel c/ France (requête n° 32820/09)</i>
	06/10/11	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	FIVA c/ X (pourvoi n° 10-23340).....	679
	12/10/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Moreau c/ Bossuyt (pourvoi n° 09-43155).....	19
	13/10/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Cibomat (pourvoi n° 09-66991).....	444
	25/10/11	CA Reims (Ch. Civ.)	Comité d'entreprise de Sodimédical c/ Mandataires liquidateurs de Sodimédical et a.	530
	26/10/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat CFTC des salariés chimie de l'Oréal et a. c/ Comité central d'entreprise	151
			de la société de cosmétique Active production (pourvoi n° 10-20918)	
	26/10/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Sté Éditions techniques pour l'automobile et l'industrie (pourvoi n° 10-10243).....	504
	26/10/11	Conseil d'État	N° 335.755.....	518

NOVEMBRE	03/11/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Moreau incendies <i>c/</i> Decaen (pourvoi n° 10-18036).....	153
	03/11/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Reguieg <i>c/</i> Byblos sécurité privée (pourvoi n° 10-11820).....	239
	07/11/11	CPH Toulouse (Ind. Départ.)	Realdon, CGT Freescale et a. <i>c/</i> Freescale semi-conducteurs France	230
	10/11/11	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	CPAM de Nanterre <i>c/</i> Khassani (pourvoi n° 10-19278)	740
	15/11/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Carcoop France <i>c/</i> Lapié (pourvoi n° 10-18417)	248
	15/11/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Oualia <i>c/</i> Télécom assistance (pourvoi n° 10-30463)	248
	15/11/11	CA Orléans (Ch. Soc.)	M. <i>c/</i> La Poste.....	287
	15/11/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Girardot <i>c/</i> Société Gestrim (pourvoi n° 10-15294).....	373
	18/11/11	C. Cass. (Ass. Plén.) (pourvoi n° 10-16491)	A. et a. <i>c/</i> Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme	236
	22/11/11	<i>CJUE (Grande chambre)</i>	<i>KHS AG c/ Winfried Schulte (C-214/10)</i>	304
	24/11/11	TGI Lille (1 ^{er} Ch.)	Fédération du commerce et des services CGT et a. <i>c/</i> Auchan France.....	499
	25/11/11	TI Villejuif	Syndicat CGT et UD CGT <i>c/</i> Institut Gustave Roussy.....	446
	28/11/11	CA Versailles (19 ^e Ch.)	UFICT CGT Intertechnique agissant en substitution de Mme M. et a.	291
			<i>c/</i> SAS Intertechnique et a.	
	29/11/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Jacquel <i>c/</i> URSSAF des Vosges (pourvoi n° 10-19435).....	249
DÉCEMBRE	01/12/11	CA Paris P. 6 - Ch. 8)	ZF Masson et a. <i>c/</i> Roca et a.	294
	02/12/11	CA Lyon (Ch. C)	CCE de l'UES Norbert Dentressangle Vrac et a. <i>c/</i> Sté Norbert Dentressangle et a.....	375
	14/12/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	AP-HP <i>c/</i> CHSCT central de l'AP-HP (pourvoi n° 10-20378)	607
	15/12/11	C. Cass. (Ch. Soc.)	Airbus opération <i>c/</i> Louzai, FD CGT de la Métallurgie et a. (pourvoi n° 10-15873)	559

2012

JANVIER	03/01/12	CA Reims (Ch. Civ. 1 ^{er} sect.)	SARL Sodimédical <i>c/</i> Comité d'entreprise de la SARL Sodimédical	532
	05/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Humery Frères <i>c/</i> Guérineau (pourvoi n° 11-40080).....	277
	05/01/12	TGI Paris (Référé)	Caisse d'Epargne IdF <i>c/</i> CHSCT siège et a.....	283
	05/01/12	CA Paris (Pôle 6 – Ch. 2)	Union locale des syndicats CGT de la zone aéroportuaire de Roissy CDG et a.	603
			<i>c/</i> SARL Airelle et Société Flybus	
	06/01/12	C. Cass. (Ass. plénière)	Bernaoui <i>c/</i> Société Semitag (pourvoi n° 10-14688).....	362
	10/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	<i>Pourvoi n° 10-28027 P</i>	456
	10/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cap Gemini Ouest <i>c/</i> Comité d'établissement Cap Gemini (pourvoi n° 10-21270).....	646
	10/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fedex <i>c/</i> Comité d'entreprise de Fedex (pourvoi n° 10-23206)	715
	11/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Dupont <i>c/</i> Société Lezidis (pourvoi n° 10-17945).....	508
	11/01/12	CA Lyon (Ch. Soc. B)	SA MGI Coutier <i>c/</i> Cailleux	566
	12/01/12	CA Paris (P. 6 – Ch. 2)	Mercy <i>c/</i> SA Société Générale.....	556
	18/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 10-16926)	Casino restauration <i>c/</i> Belkiri et Fédération CFDT des services.....	327
	20/01/12	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Caisse RSI Ile-de-France Est <i>c/</i> UDAF Paris (pourvoi n° 10-27127).....	742
	20/01/12	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) (pourvoi n° 10-26845)	<i>Caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes c/ X</i>	743
	25/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Ngouala <i>c/</i> Behar et a. (pourvoi n° 11-60093)	361
	25/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat CGT des Marins <i>c/</i> SNCM (pourvoi n° 10-26237).....	563
	25/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Dupuy <i>c/</i> Completel Grenoble (pourvoi n° 10-23516).....	600
	31/01/12	C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 11-16049)	Société Transports du Val-d'Oise (TVO) <i>c/</i> Union départementale CGT	360
	FÉVRIER	02/02/12	TI Paris (1 ^{er} arrdt.)	Sté Hôtelière Paris Les Halles <i>c/</i> Union syndicale CGT du Commerce Paris et a.
03/02/12		<i>Conseil constitutionnel</i>	<i>Décision n° 2011-216 QPC – M. Franck S.</i>	673
07/02/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Terreal <i>c/</i> Million (pourvoi n° 10-17393).....	370
07/02/12		CA Versailles (6 ^e Ch.)	Affaire M. <i>c/</i> RFI	448
08/02/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	Star's service <i>c/</i> Fattah (pourvoi n° 10-14083).....	562
08/02/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	Pôle Emploi <i>c/</i> Carreras (pourvoi n° 10-30892)	614
09/02/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	Tbatou <i>c/</i> RPC-Emballages Moirans (pourvoi n° 10-21820)	598
16/02/12		C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	CARSAT Midy-Pyrénées <i>c/</i> Giffard (pourvoi n° 11-10646).....	611
16/02/12		C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Société Saint-François la Belle Montagne <i>c/</i> X (pourvoi n° 11-12143).....	618
22/02/12		Conseil d'État	N° 346.307.....	514
27/02/12		CPH Paris (Sect. Encadr.)	Majali <i>c/</i> Royal Jordanian	510
28/02/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	Pourvoi n° 10-26562 P.	455
28/02/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	Correia <i>c/</i> Maison départementale de la famille (pourvoi n° 10-18308)	502
29/02/12		C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 11-13748)	Syndicat CGT de l'IGESA <i>c/</i> Institut de gestion sociale des armées	321

XXX

MARS	06/03/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Letoublon <i>c/</i> Société Astra Zeneca (pourvoi n° 10-24367)	649	
	15/03/12	C. Cass. (2° Ch. Civ.)	Société Renault <i>c/</i> Gabriel (pourvoi n° 10-15503)	616	
	15/03/12	Conseil constitutionnel	Décision n° 2012-649 DC <i>Loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives</i>	623	
	15/03/12	Conseil constitutionnel	Décision n° 2012-650 DC, <i>Loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports</i>	676	
	21/03/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Carcoop France <i>c/</i> X (pourvoi n° 10-21737)	453	
AVRIL	27/03/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Comité d'entreprise de la Société La Fonte ardennaise <i>c/</i> Société La Fonte ardennaise (pourvoi n° 11-10825)	785	
	28/03/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté DHL Express <i>c/</i> Pain (pourvoi n° 11-12043)	504	
	03/04/12	C. Cass. (Ch. Com.)	Société Groupe Duclot et a. <i>c/</i> X (pourvoi n° 11-17130)	599	
	04/04/12	C. Cass. (2° Ch. Civ.)	CPAM de la Haute-Vienne <i>c/</i> Géraud (pourvoi n° 11-14311)	681	
	04/04/12	C. Cass. (2° Ch. Civ.)	Pinade <i>c/</i> Zordan (pourvoi n° 11-15393)	683	
	04/04/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Gauvignon <i>c/</i> Groupe Progrès (pourvoi n° 10-20845)	805	
	17/04/12	CA Angers (Référé)	Comité d'établissement du Mans de la société Class Tractor SAS et Syndicat CGT Renault Le Mans <i>c/</i> Société Class Tractor	642	
	11/04/12	C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 11-21609)	Association de médiation sociale <i>c/</i> Union locale CGT de Marseille Nord et a.	704	
	13/04/12	Conseil constitutionnel	Décision n° 2012-232 QPC, <i>M. Raymond S.</i>	674	
	25/04/12	CPH Chalon-sur-Saône (Com.)	Cheze <i>c/</i> ZM Destock et a.	670	
MAI	03/05/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Vivéo <i>c/</i> Comité d'entreprise de la Société Vivéo (pourvoi n° 11-20741)	635	
	03/05/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	X <i>c/</i> Société Nice Matin (pourvoi n° 10-27047)	733	
	09/05/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Vigneron <i>c/</i> Cemga logistics (pourvoi n° 10-26497)	562	
	10/05/12	C. Cass. (2° Ch. Civ.)	CPAM de Corrèze <i>c/</i> Boutouyrie (pourvoi n° 11-17980)	808	
	14/05/12	Conseil constitutionnel	Décision n° 2012-242 QPC – <i>Association Temps de Vie</i>	621	
	15/05/12	CA Chambéry (Ch. Soc.)	Société Laitière des Hauts de Savoie <i>c/</i> D.	652	
	15/05/12	CPH Versailles (Industrie - Département)	D. <i>c/</i> SAS Renault	727	
	16/05/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Unomédical France <i>c/</i> X (pourvoi n° 11-14580)	602	
	25/05/12	TGI Paris (Référé)	Comité d'entreprise Virgin Stores et a. <i>c/</i> Virgin Stores	793	
	29/05/12	CPH Lyon (Concil. - Départ.)	Société Eurocave <i>c/</i> Mao	654	
JUIN	29/05/12	TGI Paris (Sect. 1 - Ch. 4)	F3C CFDT et Fédération CGT des Sociétés d'études <i>c/</i> SAS Accenture	789	
	30/05/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Caldeira Pinto <i>c/</i> Carrefour Hypermarché (pourvoi n° 11-10087)	659	
	06/06/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	RATP <i>c/</i> P. (pourvoi n° 10-27694)	657	
	06/06/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	AGIRC <i>c/</i> Avignon et a. (pourvoi n° 10-21489)	692	
	19/06/12	C. Cass. (Ch. crim.)	Anne X (Galeries Lafayette) (pourvoi n° 11-84884)	761	
	27/06/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	X <i>c/</i> Union sociale pour l'habitat (pourvoi n° 11-10569)	668	
	27/06/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Sogara (Carrefour) <i>c/</i> Alifonso et a. (pourvoi n° 10-27044)	724	
	28/06/12	C. Cass. (2° Ch. Civ.)	Pourvoi n° 11-15055	668	
	JUILLET	03/07/12	C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 08-44834)	Dominguez <i>c/</i> Centre informatique du Centre Ouest Atlantique	719
		04/07/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Lahera productions <i>c/</i> G. (pourvoi n° 11-13346)	711
04/07/12		C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 11-19678)	Comité d'établissement de l'URE région ouest <i>c/</i> ERDF et GRDF	715	
04/07/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	Dembele <i>c/</i> Société Place Net (pourvoi n° 11-18840)	736	
11/07/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	Charles Riley Consultants International <i>c/</i> Vitiello (pourvoi n° 10-30219)	655	
11/07/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	X <i>c/</i> Gardena GmbH (pourvoi n° 11-15649)	667	
11/07/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	New Baby Cash Nice <i>c/</i> J. (pourvoi n° 10-15905)	802	
27/07/12		Conseil d'État (1 ^{re} /6 ^e srr)	Analyste et a. (req. n° 349.173)	807	
AOÛT		14/08/12	TGI Metz (Référé)	Comité d'entreprise de Aldi Marché Ennery et a. <i>c/</i> Aldi Ennery	786
		SEPTEMBRE	06/09/12	CA Paris (Pôle 6 - Ch. 2)	Société HBI <i>c/</i> De Castro Julio
13/09/12	C. Cass. (Ch. Soc.)		Beaujour <i>c/</i> Sté TCVS Transports Côte sous le Vent (pourvoi n° 11-20348)	756	
OCTOBRE	24/10/12		C. Cass. (Ch. Soc.)	Société TDA armements <i>c/</i> CGT TDA armements et a. (pourvoi n° 11-18885)	750
	24/10/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Frémont et Chambre syndicale Force ouvrière <i>c/</i> Sociétés Informatique	751	
			Banque Populaire (i-BP) et Albiréo (pourvoi n° 11-16071)		
	24/10/12	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Renault <i>c/</i> Force ouvrière Renault et a. (pourvoi n° 11-20346)	751	